Pour l'unité et le renouveau : le MRP du Haut-Rhin (1945-1946)

Unity and Renovation: the Haut-Rhin MRP in 1945-1946

Einheit und Erneuerung: Die MRP des Unteren Elsaß (1945-1946)

François Igersheim

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2143>

DOI : 10.4000/alsace.2143

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2014

Pagination : 377-426

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

François Igersheim, « Pour l'unité et le renouveau : le MRP du Haut-Rhin (1945-1946) », *Revue d'Alsace* [En ligne], 140 | 2014, mis en ligne le 01 septembre 2017, consulté le 05 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2143> ; DOI : 10.4000/alsace.2143

Pour l'unité et le renouveau : le MRP du Haut-Rhin (1945-1946)

Introduction

Dans les premiers mois de la Libération, qui s'étend de novembre 1944 à février 1945, il s'agit d'assurer le retour de la République en Alsace et en Lorraine. Le problème de sa législation et de sa réglementation a été réglé par l'ordonnance du 9 août 1944, valable pour toute la France, prescrivant le retour à la légalité républicaine au 16 juin 1940. Apparemment, étaient ainsi conservés les statuts particuliers, sur le plan social, culturel et scolaire des trois départements recouverts en 1918. Mais le mot d'ordre qui s'impose est celui de l'unité de législation. Et le rétablissement des libertés républicaines dans toute la France comprend une priorité, la remise en place d'une vie publique fondée sur des partis politiques qui structurent le débat et le suffrage. Que la vie politique des deux départements ait toujours été fort différente paraît assez évident, même dans les provinces que réunissent de fortes originalités dues à l'histoire. Mais procéder à l'étude politique de l'Alsace à partir du département du Haut-Rhin permet de saisir l'intensité du débat interne qui a opposé les reconstructeurs de la vie politique alsacienne. Cet aspect là n'avait été qu'évoqué rapidement dans l'historiographie contemporaine de l'Alsace. Sur les cinq députés MRP du Bas-Rhin de 1945, trois ont été des députés ou sénateurs de la III^e république, ayant voté les pleins pouvoirs à Vichy marqués par la pratique des rapports entre une vie politique nationale lointaine et une vie politique locale, qui a sa propre langue et ses propres références. Ils seront accusés de n'avoir « rien oublié ni rien appris »¹. Dans le Haut-Rhin, les députés MRP sont des hommes nouveaux. Mais ils sont tous membres du même parti politique national, qui s'est étendu à l'Alsace, le Mouvement républicain populaire. Et les termes du débat national, ceux du renouveau et de l'unification, tels qu'ils vont se nouer dans les débats de la nouvelle constitution, s'imposent à l'Alsace. C'est ce que nous proposons d'analyser.

1. L'HUILLIER (Fernand), *Libération de l'Alsace*, Paris 1975, p. 210 et s. L'Huillier attribue à Fonlupt-Esperaber le mot « rien oublié, rien appris » qui vise les dirigeants UPR, Meck et Walter, alors qu'il est de Naegelen, dans son article de la *Presse Libre* 4/5/1945.

Le retour en Alsace

Le gouvernement de l'Alsace à Paris

Avec l'installation du gouvernement provisoire à Paris se mettent en place les services du gouvernement. Pourtant près de deux mois vont s'écouler avant l'installation de l'administration française en Alsace.

Le général de Gaulle, président du gouvernement provisoire

Le général de Gaulle, président du gouvernement provisoire, suit de près les affaires d'Alsace et de Lorraine, provinces à qui il accorde une attention proportionnée à la place qu'elles occupent dans l'imaginaire patriotique, sa géographie politique... et à l'expérience qu'il a des affaires publiques françaises d'avant la guerre et de la guerre. Il a approuvé les nominations faites par Jacquier (Debré) et Parodi de membres du Parti Démocrate Populaire pour les postes de commissaires de la République et de préfets en Alsace en Moselle. Il continuera de suivre directement, par les membres de son cabinet Palewski et Brouillet², les affaires d'Alsace et de Lorraine dont ils sont tenus informés directement par le courrier reçu ou transmis par son ancien directeur du cabinet adjoint Geoffroy de Courcel³, nommé par Tixier commissaire de la République extraordinaire chargé de la coordination des affaires d'Alsace et de Lorraine.

Le ministre de l'Intérieur et le Service d'Alsace et de Lorraine

Adrien Tixier nommé ministre de l'Intérieur du gouvernement provisoire en septembre 1944 hérite des ordonnances et règlements préparés par ses prédécesseurs. Les fonctionnaires du service d'Alsace et de Lorraine venus d'Alger s'installent rue Monceau, sous la direction de Courcel. Le ministre de l'Éducation nationale René Capitant a nommé son ancien collègue Marcel Prélôt recteur de Strasbourg. Commissaires et préfets constituent leurs équipes en attendant que les armées alliées arrêtées en Lorraine depuis le milieu de septembre reprennent leur offensive, déclenchée en novembre seulement⁴.

2. Également membre du comité directeur du MRP à sa fondation AN. AP MRP 350 AP 12. Premier congrès national des 25 et 26/11/1944 et 2 MRP 1 Dr 1. Brouillet est chargé de la liaison avec les commissaires de la République et participe avec Courcel aux réunions autour de Tixier et du général de Gaulle. FOULON (Charles Louis), *Le pouvoir en France à la Libération*, Paris, 1975.

3. AN. Archives du général de Gaulle 1940-1958. En particulier 3 AG 43 Dossier I. Alsace. Notes et correspondance relatives à la situation générale.

4. IGERSHEIM (François), « L'Alsace et la Lorraine à Londres et à Alger », in *Revue d'Alsace*, 136, 2010.

Tixier a semblé vouloir remettre sur le métier la politique alsacienne et lorraine élaborée par le gouvernement. Trois préoccupations semblent le guider : appliquer le plus possible aux départements d'Alsace et de Moselle les dispositions communes à tous les départements, trouver des interlocuteurs représentatifs de l'opinion alsacienne pour éviter de provoquer un nouveau « malaise », réintégrer les forces politiques alsaciennes dans le jeu politique national. Tixier a hérité aussi des équipes chargés de réintroduire l'administration française en Alsace et Lorraine. Maître des requêtes au Conseil d'État, Charles Blondel a été nommé en août Commissaire à Strasbourg par Parodi, membre du Comité général d'Études et délégué général en France, nommé en septembre au ministère du Travail. Tixier opère pourtant une permutation : le préfet de Strasbourg, nommé depuis novembre 1943, sur la base de son rapport au CGE, Fonlupt-Espéraber, est jugé impossible à Strasbourg, et se voit proposer la préfecture de Metz ou de Colmar. Il choisit Colmar.

La politique alsacienne du Comité général d'Études

Avocat du barreau de Strasbourg, réfugié à Pau, Fonlupt-Espéraber avait fait partie des premiers administrateurs de l'Alsace recouvrée de 1918 à 1923 ; il en connaissait la plupart des dirigeants politiques⁵, puis avait exercé à Strasbourg jusqu'en 1939 et connaissait bien « le droit local ». Il avait été mêlé comme PDP aux remous de la vie politique nationale et locale, où il avait fait plusieurs tentatives malheureuses. C'est à ce titre qu'il est chargé du rapport sur l'Alsace, exposé devant le CGE à la fin de l'été 1943 et remis par écrit au cours de l'hiver 1943⁶. Il va avoir une certaine importance aussi pour l'évolution politique du département qu'administre le nouveau préfet⁷. Fonlupt a établi de ce rapport un résumé

5. AN F/1bI/1072, Fonlupt-Espéraber, préfet du Haut-Rhin. Le dossier de recommandation pour un poste de préfet qui date de 1923 contient outre celles de Millerand, Maringer, Barthou, les recommandations de la plupart des hommes politiques Bloc national d'Alsace, Pflieger, Charles Frey, de Leusse, Jourdain.

6. ABR J 72. AP Fonlupt-Espéraber. Dans une lettre du 12 février 1949, Fonlupt expose à Pflimlin qu'il a rapporté cet avis au CGE à la fin 1943 et a eu du mal à rallier l'avis de Paul Bastid. De même, il l'évoque dans son intervention sur la déconcentration régionale à l'Assemblée nationale le 22 mars 1946, rappelant que se trouvent dans la salle de séances quelques participants de ces séances du CGE (dont Paul Bastid).

7. Fonlupt Jacques, né à Mulhouse en 1886 avait fait ses études à Nancy, Lille, puis Paris, et a commencé une carrière d'avocat à Brest, avant que la guerre ne le ramène en Alsace, au commissariat général puis à la préfecture du Bas-Rhin, enfin au barreau de Strasbourg. Réfugié à Pau, ce beau-père de P.-H. Teitgen l'un des fondateurs du réseau Combat et animateur du Comité général d'Études participe avec son gendre (et ses autres gendres et ses filles) à la résistance et sera membre du CDL des Basses-Pyrénées. Défenseur de Pierre Mendès France au procès de Clermont (et Lyon). Notice Fonlupt-Espéraber très complète de Léon Strauss, *NDBA* 998-990.

en septembre 1944 et l'a remis à Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères et à Tixier⁸.

C'est de son expérience qu'il tire les analyses et propositions développées. Il y expose les objectifs à assigner à la politique française à son retour en Alsace.

La priorité : l'unification

Un point doit être dès la première heure, placé hors de tout contexte : en Alsace comme en Lorraine, comme partout et toujours, la mission de la France est de créer de l'unité⁹. Il est parfaitement possible de convaincre la population des trois départements de la nécessité historique et spirituelle de cette unité française.

À deux conditions cependant, et voici la première. Il faut bannir définitivement de notre lexique politique une expression maladroite qui a contribué à cabrer une grande partie de la population : il ne faut plus parler d'« assimilation »¹⁰. Prêts à recevoir ce qui est bon, ils désirent aussi apporter à la Patrie retrouvée, ce qui chez eux était indiscutablement meilleur. L'unification nécessaire du pays doit se faire par des apports inégaux, certes mais réciproques.

Mais par étapes

Et voici la seule condition d'un accord sans lequel la fusion de l'Alsace et de la Lorraine dans l'unité serait sans doute pour longtemps irréalisable. Il faut que la population soit assurée que la France comprend et respecte son tempérament propre et les originalités qu'elle tient d'un passé.

Disons par contre, qu'à prétendre introduire dès à présent ou même seulement à bref délai, la législation française des cultes et de l'école, on s'exposerait sans aucun doute, à d'insurmontables difficultés, et peut-être même à des désordres graves qui retarderaient pour de longues années non seulement l'unification de la législation aisément réalisable sur le plupart des points mais la fusion des cœurs et des esprits, si nécessaire à l'unité et à la vie de la France.

Aborder la législation scolaire et culturelle en dernier, aboutir à un nouveau concordat

La situation actuelle ne pourrait se modifier rapidement que si à l'occasion de négociations avec le Vatican sur d'autres questions, un accord venait à s'établir avec le Saint-Siège et le gouvernement français. À défaut d'un tel accord, il faudra s'en tenir au statut d'avant la guerre, qui ne saurait être modifié aussi longtemps que la population ne prendra pas elle-même l'initiative d'en réclamer le changement.

8. AN 3 AG 43. Fonlupt à Bidault le 19/9/1944 et transmis par Bidault au général de Gaulle. - Tampon vu par le général et ABR 72 J 7. AN. F/1a/3300. Fonlupt à Tixier le 19/9/1944. et ABR. 72 J 7. Papiers Fonlupt.

9. Souligné par Tixier et annoté : tout cela devra leur être dit.

10. Tixier – souligné.

L'Assemblée consultative provisoire et la Commission d'Alsace et de Lorraine

En attendant l'élection du Parlement, le gouvernement prend l'avis d'une Assemblée consultative. Créée à Alger, elle est renouvelée à Paris le 11 octobre, installée le 7 novembre. Elle recrée le 10 novembre, comme dans le Parlement de la III^e, une commission d'Alsace et de Lorraine avec pour président Gaston Tessier (CNR, CFTC, futur MRP) et pour vice-président Marcel-Edmond Naegelen (SFIO). D'entrée de jeu, on s'y situe dans la perspective de « l'unification ».

Un impératif : l'unification

L'objet de la commission déclare Naegelen est de :

réaliser l'unité de la législation en introduisant en Alsace et en Lorraine les libertés républicaines et en étendant à tout le territoire les dispositions des lois sociales en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, Bas-Rhin, et Moselle. Mais la complexité des problèmes à résoudre en vue d'une assimilation totale est telle qu'elle impose la création d'une commission spéciale dans l'esprit même qui a présidé à celle des Commissariats de la République à Strasbourg et à Metz¹¹.

Et le 27 novembre, Naegelen, qui exprime la position de la SFIO publie dans *Le Populaire* un article titré « une France, une législation », où il rappelle que l'ordonnance du 29 septembre donne pour mission aux Commissaires de la République :

de préparer et proposer au gouvernement toutes les mesures législatives susceptibles de réaliser l'unité de législation entre les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle et les autres départements.

Nous espérons que cette disposition sera suivie d'actes et que les commissaires travailleront dans le sens qui leur est ainsi indiqué, que la Commission d'Alsace et de Lorraine instituée par l'AC les aidera à préparer les textes législatifs menant à l'unité de législation que le gouvernement fera de nos malheureux départements du Rhin et de la Moselle des départements jouissant des mêmes droits et partageant les mêmes devoirs que les autres départements français.

Cela peut se faire très rapidement et sans brutalité. La France elle-même est en pleine reconstruction. Sa législation politique, administrative, sociale va être refondue. L'Alsace et la Lorraine pourront être englobées dans ce travail. C'est ainsi qu'une transformation de notre système d'assurance sociales qui aujourd'hui est à peu près inopérant en cas de maladie grave et longue permettra de l'appliquer aux travailleurs d'Alsace et de Lorraine qui jusqu'à

11. AN C 15 273. Assemblée consultative provisoire. Séance plénière. Débat sur le règlement intérieur. Le 10/11/1944.

présent voulaient garder la loi en vigueur dans ces provinces parce qu'elle leur était plus favorable¹².

Cet article sera reproduit dans *La Presse libre* (bas-rhinoise) du 6 février 1945.

À vrai dire, Tixier aurait voulu associer la SFIO à l'administration de l'Alsace-Lorraine et avait pensé à faire de Naegelen un préfet du Bas-Rhin ce qui avait provoqué les hauts cris des services d'Alsace et de Lorraine¹³. Naegelen a vu Tixier et lui a communiqué un rapport sur l'école¹⁴. Il comprend un passage qui a été attentivement lu.

Il sera possible d'admettre 1° que l'allemand ne sera plus enseigné à l'école élémentaire, écrivait Naegelen, commentant la proposition du Service d'Alsace et de Lorraine, et ... 2° que l'enseignement religieux sera donné à l'école. Il ne paraît pas impossible de faire admettre que cet enseignement ne peut être confié qu'à un personnel indiscutablement qualifié et préparé : aux ministres des cultes, spécialement rétribués à cet effet.

Mais Naegelen n'a pas abordé du tout la question du personnel congréganiste, dont il sait pourtant qu'il a été exclu des écoles primaires par les Nazis et qu'il fera l'objet des demandes de retour de la part des municipalités.

Courcel à qui Tixier a communiqué la lettre de Naegelen pour avis et qui la retransmet à René Capitant estime :

L'enseignement religieux était déjà avant 1940 donné dans les écoles par les ministres des cultes lorsque l'instituteur ne pouvait l'assurer lui-même. Ce cas sera étendu par suite de l'absence d'instituteurs qualifiés pour enseigner la religion. Mais il serait dangereux d'en proclamer le principe comme le propose M. Naegelen, si l'on ne veut pas provoquer une nouvelle opposition confessionnelle sur ce sujet, à moins que cette réforme ne fasse partie d'un accord d'ensemble avec les autorités religieuses. J'ai déjà subi une violente réaction de M. Meck sur ce chapitre.

Et comme Naegelen demandait en outre l'extension à tous les enseignants d'Alsace et de Lorraine du régime (et des rémunérations) du cadre local, il relève :

Il y a là un exemple frappant des difficultés auxquelles on se heurte à chaque fois que l'on parle d'assimilation. Chacun est partisan de cette assimilation pour les autres, mais désire toujours conserver les avantages qu'il a lui-même

12. Article repris dans *la Presse Libre* du 6/2/1945.

13. AN F/1a/3299. Le 27/09/1944. Tixier à Laffon et Laffon à Tixier avec note de Marzolf du 26/9/1944.

14. AN. F/1a/3300. Naegelen à Tixier. 16/10/44.

obtenus par la législation locale : l'ouvrier pour les assurances sociales, le curé pour l'enseignement, l'instituteur pour le statut local etc...¹⁵.

Un parti nouveau : le Mouvement républicain populaire

Le rapport de Fonlupt inspirera également la politique alsacienne du MRP national. Car pendant la période d'octobre et de novembre 1944 où les futures équipes administratives des départements d'Alsace rongent leurs freins, Fonlupt a pris part à la fondation du MRP national, le 22 novembre 1944¹⁶, ce qui est également le cas de Charles Blondel, le commissaire régional, dont les positions sont fort proches de celles du rapport du CGE. Ainsi le président national du MRP, Maurice Schumann, fait partie de la délégation de la Commission d'Alsace et de Lorraine en Alsace au début de décembre et fait un compte-rendu sur sa visite en particulier à Mulhouse où il a rencontré Fonlupt. Il rapporte :

La conclusion de mon voyage, c'est qu'il existe en Alsace un grand désir d'assimilation aux lois françaises de l'intérieur, mais une certaine crainte d'assimilation aux lois parues entre 1918 et 1939 pour la question scolaire, celle des assurances sociales et du statut municipal. On estime que le statut alsacien est supérieur pour ces réglementations. Le désir de tous les partis alsaciens (UPR, démocrates, socialistes...) est de faire adopter en France ce qu'il y a de bien dans le statut alsacien et d'unifier ainsi notre législation. Une tendance alsacienne est également de se méfier des personnes imposées de l'extérieur qui ne sont pas restées pour faire de la résistance en Alsace. J'ai été témoin d'incidents à ce sujet [...] En ce qui concerne le problème scolaire, je pense que l'enseignement religieux donnés par des prêtres, dans les écoles laïques, suivant le procédé employés dans l'enseignement secondaire, donnerait satisfaction à tous les Alsaciens¹⁷.

Le président de la Commission d'Alsace et de Lorraine

Le président de la Commission Gaston Tessier fait également partie du Comité directeur du MRP (mais aussi de l'UDSR). Mais c'est la présidence de la CFTC qui lui assure son influence en Alsace. C'est un interlocuteur privilégié du député sortant de Molsheim, Henri Meck, qui s'intitule

15. AN. F/1a/3300. Courcel à Tixier le 27/11/1944.

16. AN. 519 AP 11. 22/11/1944. Congrès constitutif du MRP. Fonlupt été l'un des délégués du PDP (avec Champetier de Ribes et Paul Simon) qui a négocié la rédaction d'un programme commun avec les délégués MRP, sous la présidence de Pierre-Henri Teitgen, avec André Colin, et les délégués Jeune République (dont Maurice Lacroix Maurice Schumann). Voir aussi DAZET-BRUN (Philippe), *Champetier de Ribes (1882-1947) un catholique social en République*, Biarritz, 2008.

17. AN C 15274 ACP, Commission d'Alsace et de Lorraine le 5/12/1944.

dernier président de l'UPR¹⁸ multiplie démarches et correspondances. Courcel en a conçu quelqu'agacement, qu'il exprimera plus nettement en 1945. À Paris depuis le début d'octobre, Meck voit Tessier et Courcel, et est reçu chez le général de Gaulle par Palewski, qui lui délivrera son ordre de mission pour l'Est le 17 novembre 1944¹⁹.

Le gouvernement : priorité à « la vie nationale »

Au mois de janvier 1945 Tixier observe dans une note adressée à Courcel :

Les catholiques alsaciens forment déjà et continueront de former un parti politique qui trouvera difficilement une liaison directe avec un parti catholique français et qui aura de la peine à exister d'une manière générale sur l'ensemble du territoire français, même sous forme d'un parti démocrate chrétien. L'orientation du parti catholique alsacien est donc notre problème politique le plus délicat et le plus redoutable, car les risques de retour à l'autonomisme sur la base d'une législation scolaire demeurent sérieux. Nos représentants doivent suivre ce parti avec beaucoup d'attention mais doivent éviter d'apparaître en faire l'axe de leur politique. À cet égard je ne suis pas sûr que le Commissaire de la République n'ait pas déjà commis certaines erreurs qui auront des conséquences²⁰.

C'était reconnaître l'importance du problème de l'autonomie de fait de la vie politique alsacienne et lorraine (intimement liée aussi à la langue de communication politique et démocratique). Il y a sans doute plus que des nuances entre le ministre et le président du gouvernement. Pourtant le rattachement du « parti catholique » à un parti national constitue une préoccupation commune. Dans une note du 14 mars, Tixier demandera à Courcel de transmettre au cabinet du général de Gaulle une copie intégrale du rapport de Blondel du 10 mars 1945 sur la constitution du PRP, mais ne peut s'empêcher d'ajouter :

en passant, je vous signale que je ne comprends pas très bien comment un parti unique alsacien constitué uniquement sur la base confessionnelle pourra coopérer, organiquement, avec de multiples partis français qui ne sont pas eux-mêmes constitués sur une base confessionnelle²¹.

18. Walter s'était installé à Périgueux, comme 1^{er} adjoint au maire de Strasbourg. Dernier député UPR à quitter l'Alsace (et Molsheim), Meck avait assumé la présidence de l'UPR.

19. AN. 3 AG 1/329.

20. AN. F/1a/3301. Tixier à Courcel le 7/1/1945.

21. AN F/1a/3299. Tixier à Courcel le 14/03/1944.

La libération du Haut-Rhin et les cadres de la vie politique

Le préfet de Colmar

Dès le 27 novembre, le préfet Fonlupt rejoint Montbéliard et Mulhouse. Il a un premier accrochage fort sérieux avec les FFI d'Alsace et le CDL de Mulhouse (Commandant Daniel – Paul Winter –, capitaine Justin – Joseph Wasmer) qui refusent de reconnaître son autorité. Comme à Strasbourg, l'autorité militaire (de Lattre) impose la prééminence des autorités civiles (sans toujours les respecter d'ailleurs). Pendant les mois qui suivent, une partie du Haut-Rhin est encore occupé ou est zone de guerre, et il faut compter sur l'Équipe spéciale d'Alsace pour étendre les cadres de l'administration au territoire. Aux épreuves de la guerre, et aux difficultés de la vie matérielle, s'ajoutent les querelles de l'épuration et l'espoir dans le retour des incorporés dont on est sans nouvelles.

Avec la remise en marche de l'administration civile, le préfet doit assurer la reconstruction des cadres de la vie politique.

Les cadres de la vie politique - la presse

La presse haut-rhinoise avait disparu pendant la guerre. Deux titres nazis seulement avaient desservi Mulhouse (*Mulhauser Tagblatt*) et Colmar (*Kolmarer Kurier*). Le quotidien *L'Alsace* avait été préparé dès avril 1944 par une équipe FFI astucieuse et prévoyante qui avait organisé la reprise de la vie publique dès le départ des Allemands. Se saisissant de l'imprimerie du *Mulhauser Tagblatt*, lui même installé dans les murs et s'imprimant avec les machines de *La France de l'Est* d'avant la guerre, *L'Alsace* avait paru dès le 23 novembre et s'intitulait « Organe officiel des FFIA ». Il avait été autorisé par le commandement militaire. Fonlupt le trouva à son arrivée, il l'autorisa derechef. Fonlupt aura toujours des relations amicales avec le patron de *L'Alsace*, René Waechter. Il autorise également la parution du *Républicain* dirigé par le socialiste Jean Wagner, qui ayant été sabordé en 1940 avait le droit de reparaître, ce qu'il fait à partir du 28 novembre 1944.

La presse catholique avait été entièrement dominée par Rossé et son groupe d'édition *Alsatia*. Dans les premiers jours, Fonlupt refuse la publication d'un journal catholique, demandée (à Paris déjà) par le fondé de pouvoir français de la société *Alsatia*, Mappus, puis à Mulhouse par le sénateur Brom²², enfin par « un groupe d'ecclésiastiques de Mulhouse

22. Joseph Brom décède le 15 janvier 1945, à Mulhouse.

vis-à-vis desquels une certaine réserve me paraissait justifiée » ; il aurait « repris la tradition cléricale de l'ancien *Mulhauser Volksblatt* » (organe de la société *Alsatia*, dont Rossé était avant 1939, le Directeur général, et dont il était devenu, pendant la guerre, le président du Conseil d'Administration).

C'est qu'avant la libération de Colmar, on ne sait pas où est Rossé ni quelle est la situation juridique de la société *Alsatia*. Et surtout, les commanditaires « n'étaient pas en mesure de proposer un rédacteur responsable donnant toutes garanties, notamment sur le plan national »²³. Dès la libération de Colmar, on réclame de Fonlupt, la réparation des *Dernières Nouvelles de Colmar* du groupe Quillet, rédigée avant la guerre par Felsenstein, (alors capitaine Favereau de l'Équipe Spéciale d'Alsace). Ce dernier demandait à reprendre son ancien journal. Les *Dernières Nouvelles de Strasbourg* ayant été autorisées, Fonlupt s'inclina donc. Mais du coup, il doit réexaminer la demande des personnalités catholiques et de l'*Alsatia*-Mappus de faire paraître un quotidien catholique. À ce moment-là Rossé est en prison, mais il peut encore agiter l'opinion. Quant au sort de l'*Alsatia*, dont le conseil d'administration est encore composé de nombre de personnalités autonomistes d'avant-guerre il n'était pas encore décidé, et les recompositions de son actionnariat non encore accomplies, Fonlupt autorise donc le 15 février 1945 la parution des *Dernières Nouvelles de Colmar* et du *Nouveau Rhin Français*. Ils ne paraîtront que le 24 février, faute d'électricité²⁴. L'autorisation a été donnée à titre personnel au rédacteur, Marcel Jacob « sur le nom duquel s'étaient accordés les représentants des diverses tendances catholiques »²⁵, par une lettre où Fonlupt assure :

J'ai la ferme conviction que vous entreprendrez votre nouvelle activité dans un esprit de dévouement total aux intérêts inséparables de la France et de l'Alsace, et que vous favoriserez de tout votre pouvoir, l'œuvre si nécessaire de la reconstituions nationale²⁶.

Marcel Jacob avait été avant la guerre le rédacteur du journal UPR *Mulhauser Tagblatt*, et pendant la guerre salarié du groupe *Alsatia* de Rossé, au poste moins exposé il est vrai de responsable des fournitures scolaires.

23. ABR J 72. AP. Fonlupt. Fonlupt à Tixier. Copie du Rapport mensuel du préfet au Ministre de l'intérieur du 3 avril 1945. Cette copie ne semble pas avoir été conservée aux AN (F^{1cIII} 1224) ni aux AHR.

24. AHR 787 W 2. Le préfet du Haut-Rhin à Marcel Jacob, le 15 février 1945.

25. AHR 787 W 2. Le 15 juillet 1945, dans l'étude notariale Feltz de Schiltigheim, souvent chargée des actes de l'évêché, est dressé l'acte d'une SARL, le *Nouveau Rhin Français*, dont les actionnaires principaux sont Marcel Jacob, Schmidt-le-Roi président du comité des œuvres du diocèse de Strasbourg, Hincky, Mappus, 25 000 chacun, et des associés simples (1 000 F), sénateur Pflieger, l'avocat Gilbert Struss, le Dr. Metzger, Eugène Hussmann, le professeur de lycée M.-J. Bopp, Léon Adolf, Philippe Rieder, l'abbé Antoine Noth, l'abbé Georges Ham.

26. AHR 787 W 2- Le préfet du Haut-Rhin à Marcel Jacob, le 15 février 1945.

Ce brillant journaliste s'illustrera par ses positions indépendantes. Mais il aura toujours de bons rapports avec Fonlupt-Espéraber.

Restait le quotidien de Mulhouse, où « la population catholique » supportait avec impatience de ne pas avoir de quotidien. Il fallait résoudre, relate Fonlupt :

La difficulté de trouver un rédacteur à la fois compétent, absolument sûr au point de vue national, et qui ne reprendrait pas le ton de l'ancienne politique d'avant guerre, mais s'inspirerait dans la mesure du possible de la mentalité plus apaisée de certains catholiques d'outre-Vosges²⁷.

Meck avait tenté de faire désigner un ecclésiastique de Mulhouse. Pour Fonlupt, cela n'était pas acceptable : « le journal se serait trouvé « sous l'influence et peut-être même sous la dépendance directe de l'Évêque de Strasbourg, dont l'action ne paraît pas précisément s'orienter vers l'apaisement des querelles anciennes »²⁸.

Après avoir conféré avec Blondel et avec son directeur de cabinet, Alfred Coste-Floret, Fonlupt accepte la candidature d'Antoine Fischer²⁹, qui prend la direction de la *Tribune de Mulhouse*.

Né et élevé en Alsace, frère de l'archiprêtre de la cathédrale, Antoine Fischer a achevé ses études universitaires de l'autre côté des Vosges. Il en rapporté une formation et une mentalité qui sans le rendre étranger aux aspirations locales et aux doctrines reçues dans les milieux catholiques alsaciens, l'amènent à envisager plus nettement les questions sous l'aspect national et l'apparente aux catholiques d'esprit libéral d'outre Vosges³⁰.

La *Tribune* paraît début mars. Le Directeur régional de l'Information, Billmann, un ancien du Service d'Alsace et de Lorraine d'Alger, n'avait été informé qu'après coup de « ces autorisations, données par le préfet pour assurer dans les milieux catholiques du Haut-Rhin un organe indépendant du PRP ». Billmann avait protesté devant le choix de Jacob³¹.

27. ABR J 72. Papiers Fonlupt. Extrait du rapport mensuel du préfet Fonlupt au Ministre. 3 avril 1945.

28. *Ibidem*. Fonlupt n'avait pas apprécié la lettre pastorale du 14 décembre 1944 dont les thèmes avaient été déclinés lors de la messe de *Te Deum* de Mulhouse le 16 décembre.

29. Antoine Fischer, était alors rédacteur à *L'Echo de l'Est*, journal strasbourgeois fondé par Mullenheim. Il avait été rédacteur en chef de *La République de l'Est* de Besançon, à tendances modérées... et avant guerre rédacteur du *Messager d'Alsace* de l'APNA. ABR 544 D 1. Rapports du Préfet du Bas-Rhin au ministre de l'Intérieur (Rapport RG du 7 février 1945 sur la presse du Bas-Rhin).

30. ABR 72 J Papiers Fonlupt. Extrait du rapport mensuel du préfet Fonlupt au Ministre. 3 avril 1945.

31. ABR 406 D 3 (Archives de la Direction régionale de l'Information). Rapport d'activité de la Direction régionale de l'information le 3 août 1945. La publication du décret du 13 septembre 1945 portant réglementation provisoire de la presse périodique dans les départements de l'Est, limite l'exercice de la profession aux titulaires de la carte professionnelle

En avril 1945, cette presse tirait sur deux pages. Elle ne passera à 4 pages que pendant les campagnes électorales nationales de l'automne 1945 puis à partir de 1947.

Tirages de la presse quotidienne haut-rhinoise – Reconstitution

	Alsace allmd	Alsace Franç	DN Colmar	NRF	Tribune de Mulhouse	Republicain*
01/07/45	75000		30 000	30000	15000	25000
01/10/45						24500
01/01/46	63250	25650	21299			19600
01/01/47	63400	25200	25000	28500	15000	15600
01/01/48	59550	26700	28000			16660
01/01/49	59200	26400				14500

AHR. 784 W 2 et Lorentz Philippe, *La presse alsacienne*, Strasbourg 1997.

Les cadres de la vie politique : les partis

Dans le Bas-Rhin : des « sortants » réinvestis

La vie politique ultérieure des deux départements sera bien différente. Dans le Bas-Rhin, la majorité des parlementaires qui avaient voté les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain le 10 juillet 1940 et étaient revenus en Alsace avaient été expulsés par les Allemands. Certains avaient accepté des fonctions du régime de Vichy. La plupart d'entre eux avait protesté contre l'incorporation de force en 1942 en signant des protestations, largement confidentielles, mais qui vaudront présomption de résistance. Souvent maires de leurs communes, ils étaient revenus dans leurs mairies, avec l'accord tacite ou explicite des autorités.

Une bonne partie d'entre eux sera relevée de leur indignité nationale par le préfet Haelling (et le ministre de l'Intérieur Tixier)³² : Meck et Walter le 2 décembre, de Leusse le 14 décembre, Dahlet, Elsässer, Oberkirch et Seltz le 11 janvier. Le Conseil départemental de la Libération refuse de se prononcer sur la validité du relèvement en juin 1945 et laissera ce soin au jury d'honneur, qui ne revient pas sur ces arrêtés.

Dans le Haut-Rhin : des élus disqualifiés

Rien de tel dans le Haut-Rhin, au contraire. La vie politique de l'avant-guerre avait été dominé par l'UPR et la puissante personnalité de

délivrée après avis d'une commission paritaire spéciale. Elle siège à partir de décembre 1945. En juin 1946, Marcel Jacob est suspendu d'exercice pour 5 ans. Il fait appel, qui est considéré comme suspensif par les services centraux. Ultérieurement, la mesure est rapportée.

32. AN Jury d'honneur. AL/5292.

Joseph Rossé ainsi que de son adjoint Marcel Stürmel, tous deux inculpés pour intelligence avec l'ennemi en 1939, incarcérés puis libérés par les Allemands en 1940. Ils avaient participé aux campagnes de la « *Grosse Wende* » de 1940, qui célébraient le « retour de l'Alsace dans le *Reich* ». Rossé s'était livré aux autorités au début de février et avait été incarcéré, à Colmar, puis à Pithiviers et à Nancy. Le gouvernement qui souhaite éviter « qu'un procès trop hâtif n'entraîne une condamnation trop faible³³ » hésite sur la procédure à suivre et s'interroge sur ses retombées politiques, alors que Rossé et ses amis agitent l'opinion par une interview dans *France-Soir* le 11 février, qui provoque la mort politique du sénateur Brogly qui s'était fait son avocat³⁴. Le député de Guebwiller, Gullung était resté en Alsace et avait été nommé *Bürgermeister* d'Ensisheim de 1940 à 1942³⁵. Les autres députés du Haut-Rhin avaient été expulsés et s'étaient réfugiés en France de l'Intérieur : les deux députés Alliance démocratique Jourdain et Fega, à Paris et Vichy, l'UPR Hartmann à Barbazan (Hautes-Pyrénées), l'indépendant Burrus à Vaison-la-Romaine. Quant à Émile Fuchs (UPR) il était rentré en Alsace en 1940, mais avait été arrêté, déporté et assigné à résidence, en Pays de Bade en 1943.

Fonlupt n'envisage nullement d'imiter Haelling, dont il estime les arrêtés illégaux³⁶. Pour lui, il convient de rejeter les élus qui ont favorisé les entreprises de l'ennemi. Cela vaut aussi pour les conseillers généraux :

33. AN 3 AG 43. Tixier à Blondel le 24/02/1945. Copie au cabinet du général de Gaulle.

34. AN 3 AG 43. Tixier au général de Gaulle, lui transmettant un rapport du 2^e Bureau sur l'article des 11 et 12 février (avec une interview de Brogly, attribuée à Rossé lui-même) suivi du PV de l'Assemblée consultative provisoire (AN. ACP C 15274) où Noguères demande au gouvernement sa position sur Rossé à la suite de l'interview. Et la réponse du ministre de la justice François de Menthon, selon lequel Rossé est actuellement détenu dans les locaux de la sécurité à Colmar, où il sera traduit devant la cour de justice dès qu'elle sera constituée. Six mois plus tard, le 19/7/1945, Bollaert affirmait : « Rossé ne semble nullement renoncer à la vie publique, mais essaie au contraire de faire figure de martyr, injustement persécuté, tant par le gouvernement français que par les nazis. Ainsi Rossé pourrait dans un avenir relativement proche, devenir le chef d'un nouveau mouvement autonomiste. Son passé politique et ses qualités intellectuelles lui permettraient aisément de jouer ce rôle ». AN 3 AG 43. Bollaert à Tixier 19/07/1945.

35. AN. Jury d'honneur. Gullung. Et *JO* du 30/9/1945 : non relevé.

36. AN. Jury d'honneur. AL /5292 Fonlupt au VP du Conseil d'État, président du Jury d'honneur, à propos des députés du Haut-Rhin. « je ne les ai pas relevés lorsque j'en avais la possibilité comme préfet du Haut-Rhin et cela au nom de deux raisons : d'abord parce que ce pouvoir exorbitant attribué au préfet me paraissait abusif, ensuite parce que le comité de Libération n'a siégé régulièrement qu'à un moment où il ne m'appartenait plus de me prononcer sur l'éligibilité des hommes politiques. Mon collègue du Bas-Rhin, dont les scrupules étaient moindres, a relevé, sans avoir pris jamais l'avis du CDL, c'est à dire en violation de la loi, les Walter et consorts. Il a ainsi rendu au pays un déplorable service, en valorisant un homme (et peut être des hommes) dont le crédit moral ici même était terriblement atteint et qui n'avait aucun titre quelconque de résistance à faire valoir. »

Sur les 24 conseillers généraux du Haut-Rhin, un le Sénateur Brom est décédé (le 14 janvier 1945). Trois, les députés Burrus, Gullung et Fega, ont voté les pleins pouvoirs. Un seul, M. Fega me semble susceptible d'être relevé de son indignité. Enfin 8 à 9 conseillers généraux devront sans doute être révoqués pour avoir favorisé les entreprises de l'ennemi. C'est donc la moitié des membres de l'Assemblée départementale qu'il faudra remplacer³⁷.

Il ne s'agit pas seulement d'épuration ; Fonlupt prépare l'avenir. Car il ajoute, à l'intention des sous-préfets qui doivent lui soumettre leurs propositions de personnalités : « bien qu'étant de la même origine politique, il importe qu'ils soient nettement attachés à la France et susceptibles de s'agréger à un groupe politique d'outre-Vosges³⁸ ».

Voilà qui constitue le principe directeur de l'activité du préfet et qui constituera aussi celui du futur président du MRP haut-rhinois.

Mais il faut attendre que Colmar soit libérée au début de février pour que l'administration départementale s'étende à tout le département.

Le PRP un parti régional ? Paris et le MRP

PRP et MRP

Le PRP dans le Bas-Rhin : une restauration ?

Avec la libération de Colmar et le retour de ses personnalités dirigeantes, Mappus de Paris, Hincky d'Alger, les réseaux catholiques se reconstituent. M^{gr} Hincky, Xavier Mappus, le fondé de pouvoir des Editions *Alsatia* et le secrétaire de la CFTC Léon Adolf, de Colmar, participent à la réunion du 28 février 1945, tenue à Strasbourg, dans les locaux du *Nouvel Alsacien*, avec les parlementaires sortants et conseillers généraux bas-rhinois UPR et APNA, les sénateurs Sigrist (UPR) et de Leusse (APNA), les députés UPR Meck, Walter, Seltz, et APNA Oberkirch, et des dirigeants de l'UPR ou de la CFTC. Il est décidé de créer un Parti Républicain Populaire (PRP). Un comité provisoire se constitue et des commissions chargés de la rédaction d'un programme (qui sera dû en fait à Michel Walter). Il est également décidé d'adhérer à un parti national, mais on laissera aux adhérents le soin de décider³⁹. En attendant, le PRP exigera des futurs candidats une

37. ABR. AP Fonlupt 72 J. Papiers Fonlupt. Extrait du rapport mensuel du préfet Fonlupt au Ministre. 3 avril 1945.

38. *Ibidem*.

39. *Nouvel Alsacien* du 2/3/1945.

adhésion à un parti politique français (de leur choix). On ne saurait mieux exprimer son refus de choisir et ses réserves à l'égard du nouveau MRP.

Le PRP à Colmar : les promesses de Joffre

Le 8 mars, M^{gr} Hincky, Adolf et Mappus créent au *Luxhof* de Colmar la section haut-rhinoise du PRP. Parmi les présents : Hartmann, député de Thann (non encore réhabilité), le rédacteur en chef du *Nouveau Rhin Français*, Marcel Jacob, les curés Kuentz (Guebwiller), Guth (Soultz-HR), Neth (Dornach), Feuerstoss vicaire à Colmar. La motion finale réaffirme la volonté du PRP de s'affilier à un « grand mouvement national ». L'on insiste sur la nécessité du démembrement du « *Reich* allemand crée par Bismarck »⁴⁰ et sur le « respect du statut religieux et scolaire qui nous est garanti par la parole de la France »⁴¹.

Le 9 mars, Léon Adolf fait part de la création du PRP haut-rhinois au préfet Fonlupt-Esperaber. Mais dès le 21, le comité était remanié et l'ancien sénateur Pfleger y faisait son entrée. En attendant le clergé se mobilise. À Guebwiller, on signale que les curés vont de maison en maison voir les anciens membres de l'UPR pour la constitution d'un parti de droite « sous un autre nom ». Et le 21 mars, le préfet a été prévenu que le comité haut-rhinois avait décidé pour le 13 avril une réunion des deux comités départementaux pour créer en Alsace un parti unique de tous les démocrates-chrétiens, car leur fractionnement assurerait la victoire des socialistes⁴².

La mission MRP en Alsace

La nouvelle de la constitution du PRP alsacien provoque au mois de mars une réaction au cabinet du général de Gaulle

Est-ce à Geoffroy de Courcel qu'il faut attribuer l'initiative de la mission MRP de Bichet et Colin ou plus simplement à René Brouillet⁴³ ?

40. Le 16 décembre, *L'Alsace* avait publié un compte-rendu de l'interview de Georges Bidault au *Sunday Times*, où le ministre se disait partisan de Briand et de Locarno, mais non pas du démembrement de l'Allemagne, ce qui ne cadrerait pas avec les positions du général de Gaulle. Hincky, mais aussi Pfleger et Oberkirch s'en étaient vivement ému.

41. La référence aux promesses de 1914 ou aux « promesses de Joffre » fait partie de l'argumentation classique de l'Église catholique après 1918 (de M^{gr} Ruch et de son directeur des œuvres le chanoine Hincky). L'argument est utilisée par l'UPR de Haegy et par l'APNA de Pfleger.

42. AHR. 1452 W. 25. Les RG au Préfet le 21 mars 1945.

43. Comme le dit A. Irjud. Entretien inédit de l'auteur avec Alphonse Irjud, octobre 2003 (retranscription). Et. IRJUD (Alphonse), « Le MRP, Du rétablissement de la légalité républicaine au réveil politique (1944-1945) », *RA* 2004, p. 16.

À la même époque, au cabinet du général de Gaulle, écrit Robert Bichet, on s'inquiète d'une éventuelle reconstitution de l'UPR... que l'on souhaite éviter... Aussi André Colin et moi, recevons nous chacun du cabinet du général de Gaulle un ordre de mission barré de tricolore et signé de René Brouillet, directeur adjoint du Cabinet.

« Le président du gouvernement provisoire de la République ordonne à M. Bichet Robert de se rendre en mission à Strasbourg, Colmar, Mulhouse »⁴⁴.

Mais Bichet et Colin ont sans doute omis la démarche des jeunes MRP haut-rhinois. Car Tessier a fait des démarches auprès de Meck, tout en protestant de ses réticences à se mêler de politique alsacienne.

Je dois vous dire que j'ai rencontré il y a quelques jours trois personnalités du Haut-Rhin : M^e Moser avocat, MM. les abbés Bockel et Kammerer. Leur opinion est qu'il convient d'introduire immédiatement en Alsace le Mouvement républicain populaire. Cette solution leur paraît nécessaire pour le Haut-Rhin. Ils m'ont demandé d'intervenir auprès de vous pour vous inciter à envisager la situation sous le même aspect pour ce qui concerne le Bas-Rhin⁴⁵.

À Mulhouse, l'on procède à la fondation d'une section du MRP et des « *Amis de l'aube* »⁴⁶, une association d'avant guerre relancée à toutes fins utiles, et dont l'avocat M^e Moser prend la direction pour quelques jours⁴⁷. À Strasbourg, Bichet et Colin rencontrent le petit groupe de fondateurs d'un MRP strasbourgeois (l'avocat Paul Schmitt, l'industriel Kuhlmann, peut-être le Frère Médard⁴⁸). À Molsheim, ils rencontrent Henri Meck mais leurs « arguments n'ont pas sa décision de créer un parti local ».

44. BICHET (Robert), *La démocratie chrétienne en France*, Besançon, 1980, p. 57-59.

45. Archives de la CFDT. Tessier à Meck, le 6 mars 1945. Meck n'ignore nullement que Tessier est partisan d'une extension du MRP à l'Alsace et l'appuie. Mais après tout la formule adoptée en 1919 (par Tessier, Thiele et Keppi) pour la CFTC pouvait lui convenir : une Confédération nationale et une Fédération régionale avec un autre sigle. Plus gênante par contre, la perspective d'un parti régional concurrencé par la dissidence d'un parti national.

46. Les « *Amis de l'aube* », reconstitution d'une association fondée par Francisque Gay avant la guerre, autour du journal « *L'aube* » sont relancés aussi à Strasbourg. En mars 1938, Gay en avait relevé les adhérents : dans le Bas-Rhin, Gemachling, Prélôt, Fonlupt. Dans le Haut-Rhin, Pierre Marthelot professeur à Mulhouse (Institut Marc Sangnier, Archives Francisque Gay).

47. AHR 1452 W 25. 20/3/1945. Copie d'une lettre de Bichet à Moser. Bichet le remercie du bon accueil et l'informe qu'il a vu Francisque Gay (alors directeur au ministère de l'Information, dont P.-H. Teitgen est secrétaire d'État). Il lui demande de trouver des permanences pour *L'aube* et le MRP à Mulhouse et Strasbourg et l'assure que le financement sera pris en charge par *L'aube*. UPR avant guerre, M^e Moser, antenne de l'*Elsässische Hilfsdienst* à Mulhouse en 1940, puis « avocat de la résistance mulhousienne », a été membre du CDL de Mulhouse dans les premiers jours de la libération (29/11/44 Rapport ESAL à Ministère Guerre F/1a/3299). Le 1^{er} avril 1945, il est suspendu d'exercice au barreau de Mulhouse par la commission d'épuration professionnelle et attend sa comparution devant la chambre civique (en janvier 1946). Elle va le blanchir. Entre autres, Paul Winter, alors député du Haut-Rhin, témoigne en sa faveur. MOSER (André), *De la ferme au prétoire*, Steinbrunn, 1982.

48. Entretien avec A. Irjud cité. Les ICS organisent un meeting du RP Chaillot et d'André Mandouze au Palais des Fêtes de Strasbourg le 14 mai 1945 et le 15 mai à Mulhouse.

Et ils « rentrent à Paris, un peu déçus », en concluant : « il faudra du temps, l'appui des jeunes et de nos amis de Mulhouse, l'action de Jacques Fonlupt pour implanter le MRP »⁴⁹.

Pourtant, dès le Conseil national du 8 avril 1945, les représentants d'une Fédération régionale du MRP participent aux travaux et Bichet peut les faire applaudir⁵⁰.

Nouvelle initiative, au courant du mois de mars, de Pierre-Henri Teitgen, secrétaire d'État à l'information et Geoffroy de Courcel avec une tournée en Alsace. Teitgen fait halte à Colmar⁵¹. Teitgen présente à M^{gr} Ruch un projet de décret particulier aux trois départements de l'Est qui institue l'enseignement religieux par les ministres du culte dans un enseignement public – aux écoles devenues nécessairement interconfessionnelles sinon neutres⁵² –. M^{gr} Ruch estime que ce projet ne serait acceptable qu'à condition que la réforme Capitant soit étendue à la France entière. M^{gr} Hincky est très réservé. En fait, le vote du budget de l'Éducation nationale par l'Assemblée consultative le 28 mars, où sont supprimées les subventions versées à l'École libre par Vichy, souligne la fragilité de la proposition et renforce la position des jusqu'au-boutistes alsaciens⁵³. La visite de René Capitant à Colmar le 24 avril n'apporte pas de nouveau⁵⁴.

49. Bichet, *op.cit.*, p. 58.

50. Conseil national 7/04/1945, rapport de Bichet : « Notre rayonnement est tel qu'avant que l'Alsace ne soit complètement libérée, au lendemain de la libération de Mulhouse, alors qu'on devait se battre dans la plaine du Rhin, pendant des semaines encore, nous avons vu venir à nous un délégué des Jeunes alsaciens qui nous a déclaré que ceux-ci ne voulaient plus reconstituer un parti régional et voulaient adhérer au MRP qui leur apparaissait comme le facteur de l'unité de la nation française (Applaudissements). Nous nous sommes rendus André Colin et moi à leur appel, nous avons l'espoir, nous avons même la certitude que l'Alsace sera bientôt en grande majorité MRP et c'est avec joie que je salue aujourd'hui dans cette salle, car je pense qu'ils sont là, les représentants de l'Alsace libérée (applaudissements). » Plus loin il interrompt le débat pour signaler « je signale que la Fédération de l'Alsace est arrivée (Vifs applaudissements). » AN. Archives du MRP. 350 AP 55 et 2 MRP 3 Dr 3.

51. *Nouveau Rhin Français*, le 27/3/1944. Abrégé NRF.

52. AN. F/1a/3299. Le commissaire de la République Courcel au ministre de l'intérieur Tixier. 03/04/45. Texte du projet Capitant dans *Revue des Sciences religieuses*, janvier 2011. (François Igersheim), Entre contestations et accommodements, la présence des sœurs congréganistes dans l'enseignement public en Alsace.

53. LATREILLE (André), *De Gaulle, la Libération et l'Eglise catholique*, Cerf 1978. Latreille, alors chargé de mission pour les cultes au Ministère de l'Intérieur fait le point sur les différentes réflexions en cours à ce moment-là : la commission Philip, le projet Capitant, qui vont être remises du fait du vote du 28 mars, et ... du refus du gouvernement de s'engager plus nettement. (p. 99-128).

54. NRF le 24/4/1945. Visite de Capitant à Colmar.

La situation politique alsacienne à la fin de la guerre

Geoffroy de Courcel, à la veille de quitter ses fonctions, fait alors le point sur l'évolution politique :

Les anciens partis catholiques UPR et APNA se sont récemment fusionnés sous le nom de PRP. Dans l'ensemble l'apparition de cette nouvelle formation n'est pas favorablement commentée dans l'opinion, qui est désireuse dans sa grande majorité de ne pas voir renaître l'ancienne politique. Les autres partis lui reprochent vivement de se constituer sur une base régionale et de se réclamer ouvertement de l'ancienne UPR. Beaucoup de catholiques lui adressent le même reproche et critiquent les anciens dirigeants des partis catholiques d'avoir pris l'initiative de ce groupement. L'initiative principale est attribuée à M. Henri Meck, et a peut-être été encouragée par l'évêché, désireux de regrouper les catholiques. De nombreux éléments et notamment des jeunes sont décidés à s'affilier directement au MRP en restant en dehors du PRP.

Pour lui, le PRP pose des conditions inacceptables pour son adhésion au MRP et il faut douter de sa sincérité.

Dans le département du Haut-Rhin, l'ancienne UPR est très discréditée par suite de l'action de ses anciens dirigeants, Rossé et Sturmel. Le PRP a tenu ses premières réunions autour de personnalités ayant appartenu autrefois à l'APNA, comme MM. Pfleger et M^{sr} Hincky, qui ne sont pas restés sur place pendant l'occupation et n'ont pas rencontré jusqu'à présent un grand succès dans leur action. M^{sr} Hincky m'a bien affirmé son désir que le PRP s'affilie en bloc au MRP, mais en y posant des conditions et en demandant que le MRP précise au préalable sa constitution et son programme notamment en matière scolaire et religieuse.

En résumé, le PRP joue actuellement un rôle assez important dans le Bas-Rhin, sous l'influence de M. Meck, et sous la forme d'une coalition essentiellement électorale. Il ne paraît jouer encore aucun rôle dans le HR.

Et Courcel d'insister sur le danger tout à fait actuel que présentent encore Rossé et ses partisans de l'ancienne UPR⁵⁵.

Fonlupt : se placer sur le terrain politique

Le report de toute décision sur l'adhésion du PRP à un parti politique national suscite la méfiance de Fonlupt. Il aborde la question dans son rapport d'avril sur la situation dans le département au cours du mois de mars :

Ma connaissance des hommes et des choses de l'Alsace m'amène à penser que puisque la création du nouveau parti s'est faite sans entente préalable avec les

55. AN. F/1a/3299. Le commissaire de la République Courcel au ministre de l'intérieur Tixier. 03/04/45.

groupements politiques d'outre-Vosges et en cherchant comme par le passé à réunir les électeurs catholiques sur le seul terrain où il était possible de les faire se rencontrer, c'est-à-dire sur le terrain religieux, et non sur le terrain politique, la fusion du PRP avec un parti ou un mouvement politique d'outre Vosges ne se fera pas. Il n'en pourrait être autrement que si le PRP se transformait, ou plus exactement se fractionnait, sous certaines influences extérieures ; à ce moment, la plus grande partie de ses membres, socialement orientés à gauche, rejoindrait sans doute le MRP, tandis que la majorité plus conservatrice, plus cléricale et d'un républicanisme fort tiède, adhérerait à un groupe de droite et vraisemblablement à la Fédération républicaine⁵⁶.

Mais en mai, c'est au tour de Maurice Schumann de se rendre à Strasbourg pour examiner la question de l'affiliation à un parti national et au MRP. Le compte-rendu qui filtre des entretiens fait état d'une évolution de « Meck, qui jusqu'à présent repoussait cette solution » et qui « se serait laissé convaincre par le capitaine Schumann ». L'obstacle principal, soit la question « de l'introduction de la législation française et le maintien du Concordat en Alsace », serait écarté. Dans ces conditions la réunion commune des deux comités aurait lieu sans tarder, assure-t-on⁵⁷. Elle aura lieu en juin.

En attendant, le MRP national enregistre les adhésions des jeunes MRP qui se regroupent en sections MRP ou d'*Amis de l'aube*, et les reçoit dans ses comités⁵⁸.

La section MRP de Mulhouse

Le petit groupe MRP de Mulhouse fait part de sa fondation dans le *Tribune* le 17 avril 1945.

Le MRP mulhousien demandait :

l'intégration complète de l'Alsace dans la patrie française par une unification législative, progressive et éclairée, précédée dès à présent d'un alignement politique tel qu'il ne doit plus exister en Alsace de partis s'inspirant de formules étrangères aux conceptions françaises et de ce fait dangereuses pour l'unité nationale.

C'était s'en prendre au nouveau "*Centrum*" qu'ils accusaient Hincky et Meck de vouloir reconstituer : un parti sur une base confessionnelle.

Au courant de mai, est rendu public un appel commun aux amis et à la population de Mulhouse invitant à adhérer au MRP émanant des

56. ABR AP Fonlupt J 72. Préfet du HR au Ministre de l'Intérieur sur mars 1945. avril 1945. Extrait.

57. AHR 1452 W 25. Rapport RG au préfet le 24/3/1945.

58. Le nombre d'adhérents alsaciens recensés au 23 août 1945, juste avant l'adhésion des nouvelles Fédérations ex-PRP, est de 100 pour le Bas-Rhin et 200 pour le Haut-Rhin, chiffres à accueillir avec les réserves qui s'imposent. AN AP. MRP. 350 AP 6. MRP - 23/08/45. Statistique des adhérents.

« représentants du comité local de Mulhouse du MRP et d'une délégation des anciens partis modérés et démocrates », (membres de l'organisation résistante la Ligue nationale d'Alsace pour la plupart)⁵⁹ :

Après avoir étudié minutieusement le programme social et politique du MRP et dans le but de collaborer efficacement à la reconstruction morale, matérielle et sociale de notre patrie, [...] et dans le but d'éliminer la multiplicité des partis politiques [...] qui ont entraîné l'instabilité gouvernementale.

Au courant de juin, cette section s'est doté d'un bureau, avec pour président le Dr Geschwind (ancien de l'Alliance démocratique), et deux vice-présidents, l'ancien député Edouard Fuchs⁶⁰ et Joseph Wasmer (secrétaire général du CDL) et pour secrétaire Fahrner et trésorier Balestreri⁶¹.

Fonlupt commente dans son dernier rapport du 5 mai 1945 :

Le seul événement notable est la constitution à Mulhouse d'une section du MRP. Cette création doit orienter nettement la politique alsacienne sur le plan national, de faire table rase de toute tendance autonomiste et de faire bloc contre la gauche⁶².

MRP ou PRP, la section de Colmar ?

On signale aussi la création en juin d'une section locale MRP à Colmar, mais elle doit être identique à la section PRP déjà constituée, à ceci près qu'elle accueille elle aussi « des hommes nouveaux », témoin la constitution de son bureau, avec pour présidents Xavier Weber et vice-président Joseph Rey, et les assesseurs, où l'on retrouve les fondateurs du PRP : Metzger Adolphe, vétérinaire, Hincky, Laurent Charles, Jacob Marcel, Denni Armand, Feuerstein Albert, Engelberger Guy, Abbé Feuerstoss, Adolf Léon⁶³.

59. La *Tribune de Mulhouse* du 13 mai 1945.

60. Fuchs détaille sa biographie dans la *Tribune de Mulhouse* du 31/5/1945. Son dossier au jury d'honneur en reprend les éléments. Rentré à Mulhouse en septembre 1940, prend un emploi de comptable, refuse tout engagement dans une organisation nazie, de même que sa femme ou ses enfants. Il a en particulier une fille, sœur de Ribeauvillé, réduite à un emploi civil. En 1942 il demande à être expulsé vers la France en qualité de francophile. En janvier 1943, il est arrêté par le Gestapo, incarcéré avec sa famille au camp de Schelkingen (Bade) puis assigné à résidence à Murg (Bade) ; ses enfants, interdits d'études, travaillent en usine. Arrêté le 23 août 1944, à nouveau en prison et rendu à sa famille le 23/12/1944. Libéré par les troupes françaises et rentré à Mulhouse le 23 mai 1945.

61. AHR 1452 W 25. RG au Préfet, 2/6/1945.

62. AN F^{ic}^{III} 1224. Rapports des Préfets, série départementale. Rapport du Préfet du Haut-Rhin pour le département du Haut-Rhin. Avril 1945.

63. D'après BRAEUNER (Gabriel), *Joseph Rey, un maire pour Colmar*, Colmar, 2001, p. 126, Rey aurait adhéré directement au MRP.

Le départ des commissaires et préfets de la Libération

Les premiers administrateurs de l'Alsace sont remplacés progressivement dès le mois de mai. Gaston Haelling avait réclamé son départ depuis le mois de décembre 1944 : il part le premier au début de mai. Puis, c'est Blondel qui est remplacé. Le départ de Fonlupt est prévu aussi.

Blondel a encore le temps de rédiger la notice du préfet du Haut-Rhin. Elle est somme toute fort amicale.

M. Fonlupt possède les plus grandes qualités de cœur et d'intelligence. Il connaît admirablement les choses de l'Alsace et a une vaste culture juridique. Mais il supporte difficilement d'être subordonné et a le goût du pouvoir personnel, ce qui ne lui facilite pas ses tâches propres, ni celles de ses supérieurs⁶⁴.

Les propos de Tixier sont chaleureux

Au moment où M. Paira est appelé à vous succéder, je tiens à vous adresser, au nom du général de Gaulle et des membres du gouvernement, mes remerciements les plus vifs pour le magnifique travail que vous savez accompli dans ce département, au cours d'une période particulièrement difficile. Les populations de Colmar, de Mulhouse et de toute la Haute-Alsace n'oublieront pas celui qui le premier leur a apporté à la libération le salut de la France, elles n'oublieront pas non plus l'administrateur qui dans les mois qui ont suivi a mis inlassablement à leur service le prestige de sa haute intelligence et sa passion du bien public⁶⁵.

Courcel avait suggéré de les remplacer par des administrateurs moins engagés. À Strasbourg Blondel est remplacé par Bollaert et Haelling par Cornut-Gentille. À Colmar, Fonlupt est remplacé par René Paira, à peine revenu de captivité. Nommé par décret du 4 juin, Paira prend ses fonctions le 13 juin 1945. Fonlupt est déjà parti le 11 au soir⁶⁶. Il regagne sa maison familiale de Sauveterre-de-Béarn, mais est de retour en Alsace et à Strasbourg, dès le mois de juillet, où il rencontre M^e Henri Teitgen, membre de l'ACP, en visite en Alsace⁶⁷.

Le programme du futur candidat

Fonlupt a fait paraître « *Alsace et Lorraine, hier, aujourd'hui et demain* », au début de juin 1945⁶⁸. Publié chez Bloud et Gay, la maison d'édition résistante de son ami Francisque Gay, où s'étaient tenues tant de réunions du Comité général d'études, l'ouvrage était préfacé par Alexandre Parodi,

64. AN. F/1bI:1072. Dossier Fonlupt, préfet du Haut-Rhin.

65. *NRF*. Le 13 juin 1945.

66. *Ibidem*.

67. ABR. 544 D. 1. Rapport du Commissaire RG Leonard au Préfet du Bas-Rhin, le 13/7/1945.

68. Le *NRF* le 4 juin y consacre un article.

président du CGE et ancien délégué du général de Gaulle en France, à présent ministre du Travail. Il prépare le régime nouveau de la Sécurité sociale qui intéresse l'Alsace au premier chef, et sera un exemple éclatant « d'unification ».

Après avoir été un rapport du CGE pour le retour en Alsace, voilà que Fonlupt-Esperaber en faisait le programme de la candidature à la candidature pour la campagne électorale à venir. Avec un livre en français, ce qui en limite l'audience, qui sera assurée que par les compte-rendus brefs assurés par les quotidiens MRP du Haut-Rhin.

Nous en avons mis en relief les thèses politiques exprimées dès 1943. Mais sont importantes aussi pour ses lecteurs les analyses historiques, en particulier celles qui soulignent les différences de mentalités entre Alsaciens et « Français de l'Intérieur ». Voilà qui fera encore l'objet d'un certain nombre d'essais d'Alsaciens réfugiés (et revenus) à paraître encore dans les mois qui vont suivre, comme le « *Situation de l'Alsace* » d'Emile Baas publié 6 mois plus tard, à Noël 1945.

Fonlupt a décrit l'évolution intervenue depuis 1870 :

« l'Alsace a cessé d'être une province pour devenir une patrie » (p. 130) et les Alsaciens ont vu dans « l'Église [catholique] ce qu'elle comporte d'organisation matérielle » [...] « tendance devenue étrangère à la plupart des autres Français catholiques (p. 166) qui acceptent la neutralité scolaire de l'école laïque ».

Mais « l'Alsace et la Lorraine » attendent de nous que soient respectées « leurs traditions, leurs mœurs et leurs croyances dont elles estiment inséparables le statut des cultes et le statut de l'école [...] Cette volonté s'explique par une vue peut-être courte et simpliste des intérêts spirituels ». (p. 181).

Avec ces critiques de la confusion entre spirituel et temporel, conceptions acquises dans son passé silloniste, et pour avoir admis que le statut particulier de l'Alsace était appelé, comme le reste, à évoluer et qu'il ne devait être conservé provisoirement que pour des raisons d'opportunité politique, Fonlupt pouvait difficilement passer pour l'un des leurs par les hommes de la « *Christliche Volkspartei* » de Strasbourg ou de Colmar.

Après un compte-rendu de l'ouvrage de Fonlupt le 4 juin, *Le Nouveau Rhin Français* publie le 7 juin une recension très favorable due à Louis Marin (Fédération Républicaine) de celui d'Alfred Oberkirch « *le problème politique allemand* » où est réclamé le démembrement de l'Allemagne⁶⁹. Décidément, le PRP ne veut pas aller au MRP trop briandiste de Bidault.

69. BAECHLER (Christian), *Le Docteur Oberkirch et le problème allemand (1919-1947)*, Strasbourg, 1990, p. 114-119.

Été 1945 : Le PRP d'Alsace adhère au MRP

Le 15 juin, à Strasbourg le comité provisoire du PRP réunit une quarantaine de personnes (les députés Oberkirch, Walter et Meck, ainsi que le syndicaliste cheminot Schmitt (CFTC) membre du CDL du Bas-Rhin, mais aussi M^{gr} Hincky et les curés Fischer et Speich, et décide d'entrer en rapport avec le Comité directeur du MRP national, pour discuter avec les dirigeants de ce mouvement d'une affiliation. La délégation devrait compter Meck, Hincky et l'avocat Paul Schmitt, animateur du noyau MRP de Strasbourg. Il se réjouit de la décision du comité, mais exige l'exclusion de Walter, qualifié de moralement et politiquement discrédité »⁷⁰. C'est aussi la position de Hincky et en général des anciens de l'APNA⁷¹. Elle provoque du côté des anciens de l'UPR un réflexe de solidarité, sans doute tout aussi âpre⁷². Il suffit de voir combien de personnalités catholiques ont bravé l'opprobre et l'impopularité pour témoigner au procès Rossé, deux plus tard, pour comprendre à la fois et les capacités de mobilisation des anciens chefs de l'UPR dans la population alsacienne et les craintes qu'éprouvent alors gouvernement et autorités locales.

Walter sera cependant l'homme du meeting du 24 juin à l'Aubette, où il expose le programme du PRP. Il y récuse les nationalisations, défend la liberté de l'enseignement, refuse la rupture unilatérale du Concordat, demande que l'évolution du statut scolaire local se fasse dans le cadre d'une réforme globale de l'enseignement en France, qui devrait autoriser l'enseignement religieux pour les enfants des parents qui en exprimerait le désir. En ce qui concerne « l'assimilation », il a cette formule :

Sur le plan de notre politique régionale et d'une façon générale, la réalisation d'une unification de la législation sur tout le territoire national ne doit et ne peut se faire que par une assimilation réciproque, et non pas par une assimilation unilatérale.

70. ABR 544 D 1, le Préfet du Bas-Rhin au Ministre de l'Intérieur. 13/07/45.

71. Dont l'influent Schmidt-le-Roi, lui aussi ancien de l'APNA, destiné à prendre la direction de la branche sportive et culturelle du mouvement catholique diocésain, *L'Avant-Garde du Rhin* ABR. 544 D 1. Rapport 2/6/1945.

72. Dans son petit hebdomadaire "*Honneur et Patrie*", l'ancien rédacteur de la *Voix d'Alsace* de Ferenzy et du *Messenger d'Alsace* de Haenggi (et Hincky), Ley (APNA), résistant des maquis des Vosges, appelle à rayer Walter sur la liste des élections municipales d'octobre en termes rudes : « *Für Friede, Ordnung und Sauberkeit* ». Il affirme « ce n'est pas pour cela que nos jeunes sont morts, pour que des Walter puissent continuer leur désastreuse politique d'avant-guerre ». Ley est exclu du MRP, qui invite les adhérents à éviter tout rapport avec son hebdomadaire. Il publiera quelques semaines après les articles d'Albert Schmitt élu député MRP. Les électeurs de Bischwiller rendent au MRP le service de les débarrasser de ce « ballast » en refusant d'élire leur ancien conseiller général Walter aux cantonales de septembre. Walter renonce à la Constituante, mais conserve le poste d'adjoint au maire de Strasbourg jusqu'à sa mort le 29 janvier 1947.

C'est ce programme que Gaston Tessier va accepter pour base de discussion à la fin du mois de juillet.

La mission de Gaston Tessier

Les négociations entre Paris et l'Alsace sont préparées à Paris par des préliminaires conduits par Meck et Schmitt avec Colin au début de juillet et des entretiens avec Kuhlmann responsable strasbourgeois du MRP. Mais les négociations proprement dites ont lieu à Strasbourg à la fin de juillet. C'est Gaston Tessier qui va les mener pour la direction nationale. Un point difficile est réglé le 24 juillet au soir chez Fonlupt⁷³ : le MRP renonce à demander l'éviction de Michel Walter. Le 26 juillet, au *Foyer d'Alsace*, place du Temple Neuf, a lieu la rencontre décisive entre Tessier, des délégués PRP (Walter, Schmitt Albert, Schmitt Paul, Meck, Pflieger et Hincky) et ceux du MRP strasbourgeois (Kuhlmann et Jecko) et mulhousien et colmarien. Tessier s'y montre fort habile. Il évacue la querelle allemande, qui divise le PRP en assurant que la position de Bidault sur l'unité allemande est tout à fait personnelle et n'engage nullement le MRP. Puis il rappelle que la législation applicable en Alsace et en Lorraine est celle en vigueur au 15 juin 1939, et admet la formule de « l'assimilation dans les deux sens », l'Alsace adoptant la législation française et la France reprenant les aspects positifs de la législation locale. Enfin, l'on se met d'accord pour faire « inscrire toutes ces questions comme toutes celles qui intéressent notre région dans un additif au programme du MRP national⁷⁴ ». Malgré les objections de Meck et Walter qui auraient souhaité conserver l'appellation « PRP affilié au MRP », l'on décide de s'appeler Fédération régionale du MRP.

L'Alsace chrétienne et le front uni de la démocratie chrétienne de toute la France : l'adhésion au MRP⁷⁵

Le soir du 26 juillet, Tessier a une rencontre avec les syndicalistes de la CFTC. Et le lendemain 27 juillet 1945, le résultat des entretiens est soumis au Comité directeur provisoire du PRP ainsi qu'aux représentants des sections du MRP. L'adhésion est votée à l'unanimité, après quelques observations d'Oberkirch et de Leusse qui auraient souhaité que soit maintenue comme avant-guerre la possibilité de la double appartenance pour l'Alsace. La Fédération régionale se dote d'un nouveau comité

73. Avant la guerre, Fonlupt logeait au 32 rue Herder, Strasbourg. À Colmar, sa permanence de député est située rue Bartholdi.

74. *Nouvel Alsacien* - le 29/07/1945. *NRF*, 29-30 juillet 1945.

75. Titre du *Nouvel Alsacien* du 29 juillet 1945.

provisoire, présidé par Pflieger, où l'on retrouve tous les anciens députés et conseillers généraux⁷⁶.

L'Alsace au Congrès national du MRP

Le Congrès national du MRP se tient à Paris les samedi et dimanche 25 et 26 août 1945. L'Alsace est représentée par Pflieger et Fahrner de Mulhouse. Le 25 août, au cours de la séance de nuit, Maurice Schumann annonce l'adhésion du PRP au MRP, saluée par des applaudissements. Le 26, le Congrès vote une motion pour « hâter le retour des prisonniers de guerre alsaciens-lorrains » incorporés de force. Mais c'est le conseil directeur du 28 août qui ratifie l'accord passé avec le PRP alsacien. En un texte fort sobre. Ceux qui avaient cru que l'on pourrait encore négocier les termes de l'accord de Strasbourg du 27 juillet en sont pour leurs frais.

Accord passé avec le Comité directeur du MRP et les fédérations concernées

I. Les Fédérations MRP du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle se déclarent entièrement d'accord avec le programme national du MRP tel qu'il a été adopté par le Conseil national les 25 et 26 août.

II. Le comité directeur du MRP reconnaît la nécessité de maintenir en vigueur, dans les départements, du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, la législation républicaine en vigueur en 1939, jusqu'au moment où pourra se réaliser l'unification totale dans le respect de la liberté⁷⁷.

Le texte de cet accord ne sera pas popularisé par la presse MRP ou proche du MRP. *La Tribune de Mulhouse* consacre deux articles au congrès du MRP les 28 et 29 août, mais se contente de reproduire le communiqué national du Congrès, tout comme *Le Nouvel Alsacien*. Le petit compte-rendu des délégués se déclare enchanté et se promet de « diffuser largement les principes du MRP dans nos villages des Vosges, du Sundgau et des bords du Rhin », mais se gardent de diffuser le message principal, tant il est ambigu.

La première campagne électorale de l'après-guerre-des hommes neufs pour le MRP du Haut-Rhin

Au début d'août, *Le Républicain du Haut-Rhin* avait déjà souligné le contraste entre les orientations du MRP alsacien telles qu'elles ressortaient des conclusions du Comité directeur du 27 juillet et celles affichées

76. Y compris les inéligibles, comme Gullung ! Le député d'avant guerre Gullung est le père d'un autre gendre de Fonlupt (qui avait eu 8 enfants principalement des filles), Gullung, notaire à Hirsingue.

77. 27/08/45. Conseil national du MRP. A350 AP MRP 56 et 2 MRP 3 D 25.

par le MRP mulhousien et conclu que le MRP était décidemment une reconstitution de l'UPR ancien, celui de Rossé et Stürmel⁷⁸. Ce sera le thème principal des attaques des partis de gauche, qui n'ignoraient pas que le MRP risquait bien, de redevenir le premier parti du Haut-Rhin et d'Alsace. D'autant plus que le vote des femmes était considéré comme leur étant acquis.

Au début d'août, la Fédération Régionale MRP a laissé la place à deux Fédérations départementales. Pflieger assume la présidence de la Fédération du Haut-Rhin. Des initiatives locales se prennent. À Saint-Louis, les anciens députés et permanents de l'UPR, Fuchs et Fahrner fondent une section MRP avec l'ancien maire UPR de Saint-Louis Hurst. Ils font l'éloge de Schumann, Bidault et... Gaston Tessier⁷⁹.

La section MRP de Mulhouse organise sa première réunion publique le 9 août avec la participation de l'ancien député (non encore réhabilité) Joseph Fega (Alliance démocratique). Geschwind insiste sur l'unification de la législation française, avec le maintien des dispositions favorables en matière sociale, l'introduction de la laïcité à la suite d'un nouveau accord avec le Saint-Siège, la laïcité à l'école mais avec régime de l'aumônerie (possibilité de l'enseignement religieux dans l'école par les ministres du culte, pour les parents qui le souhaitent). Mais Edouard Fuchs, ancien député UPR, estime qu'il faut attendre la position de l'évêque, qui ne s'est pas encore prononcé⁸⁰.

Le premier congrès départemental du MRP haut-rhinois

Le congrès départemental du MRP haut-rhinois se tient le 20 août 1945 à Mulhouse et réunit une centaine de délégués⁸¹. On y adopte les statuts de la Fédération départementale. Ils prévoient des sections cantonales, que doivent constituer les délégués cantonaux nommés par le congrès, et qui sont également les candidats aux premières élections cantonales.

L'héritage de la droite nationale ou la rénovation démocratique

Les premiers candidatures à l'Assemblée nationale se font connaître. Parmi eux, Pflieger, Hincky, Fuchs, Fega et... Fonlupt, ancien préfet que tout le monde pense inéligible, mais aussi des nouveaux venus à la politique : Wasmer et Geschwind de la section de Mulhouse, Haedrich de

78. *Républicain* du 2 août 1945.

79. AHR. 1452 W 25. rapport RG du 07/08/45.

80. AHR 1452 W 3. Rapport du Préfet Paira au Ministre de l'intérieur. 17/8/1945.

81. *La Tribune de Mulhouse* 21/8/1945. *NRF* 22/8/1945.

Guebwiller, Gebel de Masevaux, Rieder de Kayzersberg, qui figurent aussi parmi les candidats aux cantonales⁸².

Dans ses rapports particuliers, Paira évoque deux stratégies opposées, défendues par Pffleger et Fonlupt. Pffleger veut établir une liste s'ouvrant vers l'ancienne Alliance démocratique, (comptant Fega). Fonlupt et Wasmer, qui situent leurs orientations dans celles du MRP national, veulent des hommes nouveaux.

Des hommes nouveaux au Conseil général

La liste dressée par le congrès pour les élections cantonales des 23 et 30 septembre 1945 répond le mieux à ce critère⁸³. Le Conseil général élu en 1945 compte 20 nouveaux sur 26 conseillers. Parmi les anciens, les socialistes le maire de Mulhouse Wicky, Charles Klein élu à Mulhouse battant le candidat MRP François Vogel, Fuchs (MRP) élu à Habsheim⁸⁴. Le Conseil comprend 18 MRP⁸⁵, 5 indépendants proches du MRP, 2 socialistes, 1 républicain de gauche. Parmi les nouveaux, l'ancien capitaine FFI Ehlinger qui bat le député sortant Hartmann (réhabilité) à Masevaux, imposant son retrait de la course à la députation⁸⁶. Et le vice-président de la section MRP de Colmar, le résistant Joseph Rey. Au cours de la première séance le 29 octobre, le colonel Amiot maire d'Altkirch (MRP) est élu président, Haedrich (MRP) de Guebwiller 1^{er} vice-président⁸⁷.

Une campagne électorale engagée à Colmar

La campagne électorale de Colmar est un bon exemple de la campagne cantonale des hommes nouveaux. Le 17 septembre, Xavier Weber préside la réunion publique MRP. Marcel Jacob parle du rôle du Conseil général, et Joseph Rey explique pourquoi il s'est porté candidat contre Edouard

82. AHR. 1452 W 20. RG Colmar, 1/9/1945.

83. *Tribune de Mulhouse, L'Alsace*. 25/9/1945. Sauf indication contraire les candidats MRP sont élus. Colmar Rey, Andolsheim, Fleith Neuf-Brisach, Ferrari, Wintzenheim Beyer, Sainte-Marie-aux-Mines, Balland, Kayzersberg Rieder (MRP), Munster Krummenacker (indép sout.), Lapoutroie Tempé (indép sout.), Ribeauvillé Haag ; Guebwiller, Haedrich, Rouffach Monath, Ensishem Bourgeois, Soultz Herrissé, Thann Zussy (indép. sout.), Cernay Kauffmann, Saint-Amarin Hartmann, élu Ehlinger, Masevaux Albert Hincky, Mulhouse-nord Vogel, élu Charles Klein (SFIO), Mulhouse-sud Fahrer, élu Wicky (SFIO), Habsheim Fuchs, Huningue Hurst, Sierentz/Landser, Kirchoffer (résistant. Sout). Altkirch Amiot, Dannemarie Wasmer ; Hirsingue Meyer ; Ferrette Thony.

84. AN. F/1a/3301. Le préfet Paira au Ministre de l'Intérieur, rapport sur les élections municipales et cantonales. 1/10/45.

85. Felsenstein, *Le Monde* du mercredi 3 octobre 1945.

86. Comme les autres députés sortants UPR Walter à Bischwiller, Seltz à Erstein, Elsässer à Wissembourg.

87. *NRF* du 30 octobre 1945.

Richard, tête de la liste commune aux municipales⁸⁸. La profession de foi de Rey est particulièrement nette :

C'est de l'espoir indestructible dans la résurrection de la France, malgré la défaite de 1940, qu'est née notre volonté de lutter contre l'opresseur et [...] a procédé le serment de travailler et de coopérer à l'œuvre de sa reconstruction spirituelle et matérielle [...]. De notre propre faim spirituelle, de l'expérience des souffrances spirituelles de nos frères condamnés à mort, de la confiance en Dieu des croyants, du retour à Lui de camarades jusque là indifférents et de l'abandon silencieux à sa Toute-Puissante volonté qu'a procédé le serment d'œuvrer à la diffusion de la foi en Dieu, pour une France chrétienne, fille aînée de l'Église catholique, pour la diffusion sans entraves de la doctrine et de l'enseignement chrétiens dans une école libre et soutenue par l'État. C'est sur ce double serment que se fonde ma candidature au Conseil général⁸⁹.

Neu und Treu, [Hommes nouveaux, hommes de fidélité] titre Jacob pour son éditorial de l'entre-deux tours, qui s'applique à tous les candidats MRP, mais aussi à Joseph Rey⁹⁰ qui a imposé un ballottage au socialiste Richard et le bat au second tour assez largement⁹¹.

Les sections locales ont arrêté chacun de leur côté leur position pour les élections municipales. À Colmar, c'est une liste unique de tous les partis qui s'est imposée, menée par le maire sortant et « maire de la Libération », Edouard Richard⁹². À Mulhouse par contre, (comme à Strasbourg), s'affrontent une liste Union républicaine, démocratique et antifasciste (SFIO, PCF, CGT), 1 liste MRP, menée par Fuchs et Fega, suivis de 31 noms classées par ordre alphabétique, ce qui met François Vogel, M^{me} Wasmer-Gillet et Marie-Louise Weber en dernier, et une liste des « intérêts municipaux ». Ces deux dernières fusionneront pour le deuxième tour, que remporte largement la liste Wicky.

La bataille des candidatures nationales

Il faudra 4 séances du Comité directeur de la Fédération MRP du Haut-Rhin pour arrêter la liste des candidats à la Constituante. Pour le préfet Paira :

les différences de tendance des membres du MRP initial et de l'ancien PRP ne tardèrent pas à se manifester [...] autour de la question de l'unification en matière confessionnelle. Cette situation se corsa devant la difficulté où se trouvait le MRP d'assurer un siège aux anciens parlementaires encore rééligibles

88. AHR. AHR. 1452 W 25. rapport RG du 18/09/1945.

89. NRF 21/9/1945, Traduction.

90. NRF 28/9/1945.

91. NRF 2/10/1945.

92. Appel de la liste unitaire de la SFIO, MRP, PCF, Parti radical, Front National (résistance, proche du PCF), Libération Nord (résistance, proche de la SFIO), UAR (Kalb).

et aux éléments plus jeunes également désireux de poursuivre une carrière politique⁹³.

Bataille des tendances, bataille des personnes et des villes

Le 7 septembre au Comité directeur de Colmar, les deux tendances se dessinent clairement et s'affrontent : Fonlupt, Wasmer et Geschwind contre Pflieger et Hincky, dont on ne sait pas très bien s'il a été autorisé ou non à se porter candidat par M^{gr} Ruch, décédé le 30 août⁹⁴. Faisant le point le 12 septembre, Paira envisage la possibilité d'une scission dans le MRP entre les « cléricaux » (Pflieger et Hincky) et les « orthodoxes » attachés à la ligne du MRP national (Fonlupt et Wasmer)⁹⁵. Ce jour-là un vote établit le rapport de forces des deux tendances. Alors que Pflieger souhaitait être tête de liste, tous les scrutins mettent Fonlupt en tête, Wasmer en 2^e, Hincky en 3^e et Pflieger en 4^e. Outre les questions de « tendances », jouent la rivalité des villes. Il faut une liste géographiquement équilibrée par arrondissements : en premier Colmar, en second Mulhouse, en troisième Colmar, en quatrième Mulhouse. Mettre les dirigeants Fonlupt (originaire de Mulhouse, domicilié à Colmar), Pflieger (de Turckheim), Hincky (curé de Colmar) en tête, c'est humilier les Mulhousiens et cela est impossible⁹⁶. Enfin, jouent les rivalités d'ancienneté : Fuchs, député sortant ne veut pas être placé après le jeune Wasmer⁹⁷. Bref, on décide une nouvelle réunion du Comité pour trancher la question. Elle doit avoir lieu à Colmar, le 24 septembre.

La fraction « cléricale » et ses alliés bas-rhinois battus à Colmar (24 septembre)

Henri Meck, ancien président de l'UPR voisin et membre du Comité directeur du MRP du Bas-Rhin voisin, s'en mêle. Première volée de bois vert adressé à son camarade Hartmann (député sortant de Thann, ancien président de la CFTC haut-rhinoise). Ses conseils viennent un peu tard.

Les résultats du Haut-Rhin me consternent. Vous vous êtes laissés tirer par le bout du nez toi et Fuchs. C'est donc la revanche de Rossé. J'aurai donc avec mes collègues du Haut-Rhin, les mêmes relations fraternelles qu'avec celui-ci. C'est encourageant ! Si vous avez encore pour deux sous de bon sens, faites

93. AN F¹^{cl}^{III}, 1224. Le préfet du Haut-Rhin. Rapport spécial sur l'activité des partis politiques du département du 30 mars 1946.

94. AHR 1375 W 1. Note de Paira du 1/9/1945. M^{gr} Ruch aurait donné son accord sur « son lit de mort », d'après Wasmer, venu se plaindre d'une éventuelle candidature de René Kuehn alors encore sous-préfet à Altkirch.

95. AHR. 1375 W 1. Le préfet au Ministre de l'Intérieur. 12/09/45.

96. AHR 1375 W. 1. Rapports des RG Colmar et RG Mulhouse 15/9/1945.

97. AHR 1360 W 29. RG Mulhouse 15/9/1945.

d'abord désigner des délégués dans des réunions cantonales, préparées selon les statuts de notre parti (UPR de 1925) et non pas par les clans montées par les Fonlupt, Geschwind et autres Wasmer. Cette opération nous coûtera cher dans le Haut-Rhin et tout ceci parce que toi et Fuchs vous n'avez pas suffisamment travaillé et organisé le parti comme il aurait fallu l'organiser. Ajoutez votre réunion des délégués jusqu'après la réunion des cantonales, comme nous l'avons fait dans le Bas-Rhin⁹⁸.

Il est fort imprudent quand on est bas-rhinois de vouloir se mêler des affaires du Haut-Rhin. Meck s'en aperçoit à ses dépens. Son intervention ne change strictement rien au rapport de forces désormais fixé dans la Fédération du Haut-Rhin. Le 24 septembre, le Comité directeur réunit 49 membres, principalement des conseillers généraux élus au premier tour ou candidats bien placés. Le MRP est le premier parti du Haut-Rhin, ce qui rassure. Fonlupt se fait attaquer vivement sur son inéligibilité comme préfet par Meck et par Pflieger. De plus, il se serait allié aux anciens partisans de Rossé et aurait épargné la maison d'édition de Rossé, l'*Alsatia*. Impavide, Fonlupt maintient qu'il est éligible. Le procès de Rossé? Tous n'en sont pas partisans parmi les anciens, il le sait. Il faut le faire, soutient-il⁹⁹. Et mettre sous séquestre la maison *Alsatia*¹⁰⁰. Et il dénonce la fraction « cléricale » du parti (Hincky et Meck) qui concentrent leurs attaques sur lui. Et quand on passe au vote, il est encore placé en tête d'une liste qui se présente comme suit : Fonlupt, Wasmer, Pflieger¹⁰¹. On convient de se revoir encore une fois pour arrêter la liste définitive. En attendant, Meck, mauvais perdant, exhale sa mauvaise humeur. Il envoie un rapport au MRP national, avec copie à Tessier, membre du Comité directeur du MRP et président de la commission d'Alsace et Lorraine, lui demandant de peser pour une invalidation de la

98. Archives de la CFDT. 4 H 1. Meck à Hartmann copie à Tessier. 18/09/45.

99. AN 3/AG/43. Le 16 octobre, le Garde des sceaux P.-H. Teitgen fait savoir au général de Gaulle, président du gouvernement provisoire, que Rossé a été renvoyé devant la Cour de Justice de Colmar, et qu'une information a été ouverte contre les administrateurs et gérants de l'*Alsatia*. En fin de compte, Rossé comparaitra devant la Cour de Nancy.

100. ABR 72 AJ 11. Extrait d'une note rédigée en 1947 par Fonlupt-Espéraber. (Pour un article, ou droit de réponse?). « 1) pourquoi l'*Alsatia* pas mise sous séquestre? En droit il semble bien qu'il y avait pas moyen. On pouvait séquestrer les biens ennemis, les sociétés ayant publié des journaux. Mais ce n'était pas l'*Alsatia* qui publiait pendant l'occupation, c'était le *Kurier*. En tous cas, le préfet ne pouvait mettre sous séquestre que les biens des personnes (évidemment physiques) dont il prononçait l'internement (résidence forcée ou déplacement). L'*Alsatia* n'a pas publié de journaux pendant l'occupation, les journaux avaient été repris par une société allemande. Le préfet ne pouvait interner que les personnes, je ne pouvais interner l'*Alsatia* ». [Et sur l'affaire Rossé] « 5) pourquoi le criminel Rossé n'est pas paru devant les tribunaux? Ce n'est pas le préfet qui dirige la justice. Je me suis contenté de prendre un arrêté d'internement (avec mise sous séquestre des biens) mais Rossé que la police n'a pas retrouvé s'est livré lui même aux militaires. Je n'ai donc jamais eu d'action sur l'affaire. J'ajoute que le « retard » qui a permis « d'étouffer » le dossier n'a certes pas favorisé Rossé ».

101. AHR. 1375 W 1. Sûreté au préfet. 24/09/45.

candidature Fonlupt, faute de quoi Pflieger et Fuchs se présenteront. Et il soutiendra leur liste, dont il ne précise pas l'étiquette.

M. Fonlupt s'est fait nommer préfet du Haut-Rhin avec l'intention arrêtée d'y devenir député ou sénateur. Avec l'aide de quelques éléments qui n'ont jamais fait partie du parti chrétien, mais de l'Alliance démocratique (Fega, Geschwind) des éléments nouveaux qui ne faisaient pas partie du parti chrétien et les anciens dirigeants de l'UPR tendance Rossé il a constitué des clans qui marchent à sa volonté. Et c'est ainsi que pour la seconde fois, hier à Colmar, il s'est fait nommer tête de la liste par 26 voix contre 23 voix et une abstention [...]. La façon dont furent désignés les délégués est tout autre chose que démocratique. Le tout est préparé de longue main, d'une façon très systématique. Le résultat est que nous aurons deux listes dans le Haut-Rhin : l'une Pflieger, Fuchs, Hartmann, etc. L'autre : Fonlupt, Wassmer etc. Il est bien entendu que j'irai parler dans le HR pour la liste Pflieger, Fuchs etc. Les méthodes employées par M. Fonlupt me rappellent celles chères à M. Rossé. Ce sont en effet les éléments Rossé et l'Alliance Démocratique sur lesquelles s'appuie M. Fonlupt. Je suis sûr d'avance que nous aurons les 3/4 de nos électeurs pour la liste Pflieger, Fuchs. Mais la lutte enchantera nos adversaires et après le succès triomphal du MRP aux cantonales, on aura à s'attendre à autre chose. Pour cette raison, je vous prie de bien vouloir arranger les choses. Il se pose en outre une question d'ordre technique. M. Fonlupt est inéligible parce qu'un préfet ayant quitté ses fonctions depuis moins de 6 mois ne saurait être candidat. M. Fonlupt prétend qu'il peut parfaitement poser sa candidature, malgré ces prescriptions légales. Qu'en pensez vous¹⁰² ?

On ne trouve pas, au moment même où la question a surgi, de traces d'une position publique sur cette question. Or il est évident que le ministre de l'Intérieur se l'est posée. La réglementation fort précise – et abondante – sur l'inéligibilité des nombreuses catégories d'élus déclarés inéligibles pour fait de collaboration prescrivait aux préfets d'en refuser la candidature ou aux maires s'ils avaient échappé à la vigilance des préfetures, de refuser leurs bulletins ou encore de les annuler sans les compter. Paira relate que le Commissaire de la République Bollaert lui a demandé de refuser l'inscription de la candidature de Fonlupt. Ayant consulté Tixier, Paira refuse de le faire¹⁰³. Le ministère n'a pas voulu traiter les résistants comme étaient traités les indignes et a appliqué la règle : laisser l'Assemblée juger de la validité des élections. Et Fonlupt, fin juriste, avait dû préparer son argumentation. Le commissaire de la République Yves Farge (qui sera compagnon de la Libération en novembre 1945) était dans le même cas : il venait de quitter ses fonctions et se présentait aux élections, mais sera battu.

102. Archives de la CFDT. 4 H 1. Meck à Tessier 27/09/45.

103. PAIRA (René), *Affaires d'Alsace*, Strasbourg, 1990, p. 184-185.

Pour l'Assemblée nationale constituante : des républicains populaires qui s'engagent pour « l'unification »

Le comité colmarien réuni le 2 octobre à la veille du comité directeur se met d'accord sur le soutien à accorder à Pflieger et Hincky. Mais ceux-ci se retirent désormais, certains de ne pouvoir renverser la position arrêtée des Mulhousiens, regroupés derrière Fonlupt. Ce dernier a pourtant proposé de laisser la première place au vieux sénateur pour prendre la seconde, mais Pflieger a refusé et ne se rend même pas au comité directeur. À Mulhouse, c'est donc une nouvelle liste que l'on met au point. Aux deux candidats déjà désignés, l'on ajoute les noms nouveaux : d'abord le maire d'Husseren-le-Château, André Bas, proposé et soutenu par son beau-frère Xavier Weber, président de la section MRP de Colmar¹⁰⁴, Alfred Haedrich de Guebwiller, qui vient d'être élu conseiller général et le maire d'Oberbruck, Gebel. La liste s'établit donc comme suit¹⁰⁵ : Fonlupt, Bas¹⁰⁶, Wasmer¹⁰⁷, Fuchs, Haedrich¹⁰⁸, Gebel¹⁰⁹. La présence de Haedrich, protestant, donne à la liste son brevet « interconfessionnel ». Mais on n'était pas au bout de ses peines. Député sortant, Fuchs vient d'être réhabilité, mais il refuse toujours d'être placé derrière Wasmer et se retire à son tour. Il est donc remplacé par le secrétaire des mineurs CFTC de Mulhouse, candidat malheureux aux cantonales de Mulhouse, François Vogel¹¹⁰. Ainsi, Fonlupt et Wasmer avaient éliminé les anciens. La biographie de tous les candidats insiste sur leur passé résistant¹¹¹. Quoiqu'en puissent dire les adversaires, à gauche ou à droite, on pouvait répondre : le MRP n'est pas le parti de Rossé et Stürmel¹¹².

C'est encore Meck qui tire la leçon politique de cette bataille des candidatures haut-rhinoises, en assumant pleinement le sens que lui avait donné Fonlupt, qui voulait libérer le parti du « cléricanisme ». Et tout à coup le Haut-Rhin de Rossé a des qualités à ses yeux !

Tout ce que j'apprends sur la désignation des candidats dans le HR m'écœure.
Donc le parti chrétien du Haut-Rhin jadis si intransigeant dans la question

104. Bas (Jean-Christophe), *Combats pour l'entente, André Bas*, sl, sd. (1981).

105. 8AHR. 1375 W 1. Le préfet au Ministre de l'Intérieur. 04/10/45.

106. Né en 1881, maire de Husseren-le-Château. Ancien combattant français de la guerre de 14-18. Maire de Husseren le Château, passeur dans la Gironde puis dans le Puy de Dome.

107. Né à Mulhouse le 1/9/1910. Avocat à Mulhouse depuis 1932. Capitaine Justin des FFIA. Secrétaire du CDL du Haut-Rhin.

108. Né à Munster le 12/1/1909. Technicien du textile. Président du CDL de Guebwiller.

109. Né le 3/1/1894 à Oberbruck. Marchand de bois. Engagé volontaire de 1914. Passeur. Maire d'Oberbruck.

110. Né le 21/1/1911 à Ruelisheim. Passeur (frontière franco-suisse). Secrétaire du syndicat des mineurs CFTC.

111. *La Tribune de Mulhouse* du 20/10/1945.

112. Le préfet du Haut-Rhin au ministre de l'Intérieur, rapport sur la situation août 1945.

scolaire nous présentera M. Fonlupt qui n'a jamais caché ses intentions de transiger. Avouez que je ne comprends plus rien du tout, c'est précisément parce que je sais que nous aurons une lutte difficile à livrer ces mois prochains pour sauvegarder notre patrimoine des écoles chrétiennes que je me suis prononcé pour la candidature d'un ecclésiastique [Hincky] ¹¹³. [...] J'ai bien l'impression que j'irai à Paris le poignard dans le dos pour ce qui concerne la lutte que nous aurons à livrer pour la défense de l'école chrétienne d'Alsace. Et dire que c'est le Haut-Rhin qui a fait cela ¹¹⁴.

Mais l'opération réussie de Fonlupt avait fait beaucoup de mécontents. Attribuer l'apparition de la liste résistante à la seule présence urticante de l'ancien préfet sur la liste MRP serait cependant aventureux.

Une liste « gaulliste »

Les associations résistantes ne parviennent pas à se mettre d'accord sur un programme fondé sur celui du CNR, divisées qu'elles sont entre celles qui soutiennent le PCF et la SFIO et les associations de droite. Ce sont ces dernières – dont l'Union Alsacienne de la Résistance de Winter (Daniel) et Kalb (Jacques d'Alsace) – qui parviennent à mettre sur pied une liste que réunit la seule référence au général de Gaulle. Et Pfleger et Hincky recommandent de voter pour elle et contre la liste Fonlupt ¹¹⁵.

La campagne électorale : le renouveau par l'unification

Fonlupt et Wasmer lancent tous deux leur campagne électorale ¹¹⁶. À Dannemarie, où Wasmer attend encore la confirmation de son élection comme conseiller général, Fonlupt prend une attitude très offensive. Il parle en alsacien et en français. Il insiste : « le MRP n'a rien de commun avec l'UPR. L'UPR a ouvert la voie aux nazis, En votant MRP vous votez contre Rossé et Stürmel ». Et Fonlupt de développer les thèmes de son programme : pour l'unification et contre l'assimilation. À Saint-Louis, à Mulhouse, à Colmar, Fonlupt développe encore les thèmes de son programme ¹¹⁷.

La campagne se déroule aussi dans la presse qui a pu porter ses tirages à 4 pages par numéro, au lieu de deux. C'est par la *Tribune de Mulhouse* que s'exprime principalement la campagne électorale du MRP haut-rhinois. Le programme du MRP est longuement analysé, et l'accent mis sur les principes qui doivent présider à la nouvelle déclaration des droits, à

113. Meck avait demandé au curé de Molsheim Bornert (qui revenait de déportation) de se présenter dans le canton de Molsheim et avait été élu dans son ancien canton.

114. Archives de la CFDT. 4 H 1 Meck à Tessier 21/09/45.

115. AHR. 1375 W 1. Le préfet au ministre de l'Intérieur. 15/10/45.

116. AHR. 1452 W 25. RG au Préfet 27/09/45.

117. 1452 W 25. RG au Préfet. 10/10/45.

l'organisation constitutionnelle, à la démocratie économique et sociale. Et l'on répète : le MRP n'est pas l'UPR¹¹⁸. Dans son allocution radiodiffusée aux électrices et électeurs du Haut-Rhin, Fonlupt affirme :

Le MRP est un parti nouveau, ce n'est pas le nom nouveau d'un ancien parti. [...] Né dans la Résistance, fondé et dirigé à Colmar comme à Mulhouse, comme à Paris, à Lille et Bordeaux, par des résistants authentiques, le MRP se refuse à ravalier la Résistance au niveau d'une politique...¹¹⁹

Le 28 septembre, Antoine Fischer avait écrit :

Nous savons bien que le MRP demande l'unification législative. Nous savons fort bien que le MRP ne prétend pas maintenir éternellement en Alsace un régime spécial qui à la longue risquerait à nouveau de creuser un fossé entre notre province et la France. Nous savons aussi que nous vivons en démocratie et que le MRP a le droit de demander que les lois appliquées tant à l'intérieur qu'en Alsace soient des lois de progrès de liberté et de justice.

Le 10 octobre, il annonce :

Dans peu de jours la Constituante va se mettre à l'œuvre et modifier profondément l'édifice constitutionnel et législatif français. Le moment pour l'unification sera propice. Si celle-ci se fait dans le respect de la liberté et de la démocratie, elle ne trouvera pas de plus chaleureux défenseur que le MRP.

Le *Républicain du Haut-Rhin* publie l'accord passé entre le MRP national et ses fédérations départementales du 28 août et prétend par là apporter la preuve que le MRP repousse « l'unification ». *La Tribune* demande une explication plus convaincante¹²⁰.

Enfin, le 20 octobre, c'est Fonlupt qui signe l'article « Unification ou laïcité? »

Il vaudrait mieux parler net. Ce n'est pas de l'unification qu'il s'agit [...] dans l'esprit de certains de nos contradicteurs. Car ils savent bien que autant qu'eux, nous la voulons [...]. Dans l'immense masse de nos lois, ce sont les seuls textes relatifs au régime cultuel et scolaire dont l'introduction immédiate leur importe. L'unification une fois réalisée sur ce point, on pourra attendre pour le reste et discuter. [...] Leur attitude a un inconvénient majeur. En portant principalement la discussion sur les lois laïques, ils ne favorisent ni ne hâtent l'unification : ils la retardent au contraire.

[...] Une solution raisonnable doit pouvoir [...] être trouvée. Solution que nous voulons la même pour toute la France et qui devra garantir aux membres de toutes les familles spirituelles l'intégral respect de la conscience de leur enfants, par une neutralité respectueuse des convictions religieuses et par un enseignement religieux accessible à tous¹²¹.

118. *Tribune de Mulhouse*, le 20 septembre 1945.

119. *Tribune de Mulhouse* le 18/10/1945.

120. *Tribune de Mulhouse* le 13/10/1945, titré « Qui tourne autour du pot? »

121. *Tribune de Mulhouse* le 20/10/1945.

Succès du MRP

Le 21 octobre, dans le département du Haut-Rhin, le scrutin attribuait au MRP 44 % des suffrages, 27 % à la SFIO, 16 % à l'Union de la Résistance. Le Haut-Rhin comptait en 1936, 5 députés UPR sur 7. La SFIO n'en avait aucun. En 1945, la SFIO en a deux. Les élections sont marquées par un succès socialiste, note René Paira, qui signale que le MRP a réuni les suffrages de l'UPR et de l'APNA, et que l'Union de la Résistance a remporté un succès auquel elle ne croyait pas¹²².

inscrits	votants	exprimés	MRP	SFIO	PCF	URESIST
281293	218410	210387	93519	57222	14740	35025
	77,65 %	74,79 %	33,25 %	20,34 %	5,24 %	12,45 %
			44,45 %	27,20 %	7,01 %	16,65 %

Le Nouvel Alsacien de Meck ne pouvait s'empêcher d'ironiser sur ce voisin qui d'habitude votait mieux et pour « les listes de l'Alsace chrétienne ».

La première constituante et l'échec de la politique d'unification

L'Alsace à la Constituante

Les députés alsaciens gagnent Paris pour l'ouverture de l'Assemblée constituante au début de novembre. Ils sont désormais astreints à la discipline de leurs groupes. La commission de vérification des pouvoirs valide les élections des députés du Haut-Rhin le 7 novembre et comme prévu, réserve à la suite d'une lettre du ministre de l'Intérieur, signalant que l'intéressé était encore préfet 6 mois avant la date des élections, le cas de Fonlupt-Esperaber. Fonlupt n'en est pas moins présenté et élu dans la commission de la Constitution le 29 novembre 1945.

C'est l'ancien commissaire-adjoint à l'Intérieur d'Alger Jean Pierre-Bloch qui a été chargé du rapport. Pierre-Bloch recommande la validation des pouvoirs en s'appuyant sur un argument de droit, et de fait (*Journal Officiel* du 9 décembre 1945). La nomination de préfet de la Libération est exceptionnelle ; elle est intervenue dans la clandestinité, dans des circonstances exceptionnelles. Or en mars 1871, l'Assemblée nationale de Bordeaux a validé l'élection d'un commissaire extraordinaire du gouvernement de la Défense nationale de 1870, jugeant que les décrets

122. AHR1375 W 1. Le préfet au Ministre de l'Intérieur. 23/10/45.

sur l'inéligibilité des préfets ne s'appliquaient pas à ces fonctions et ces circonstances exceptionnelles¹²³.

Mais il se fondait également sur le brillant passé résistant de Fonlupt et sur les sacrifices consentis par sa famille et lui¹²⁴. Il y avait peu de chances qu'une Assemblée faite d'un grand nombre de jeunes hommes qui après une brillante résistance entraient dans la carrière, invalide l'un des leurs.

Les questions d'Alsace et de Lorraine surgissent dès la discussion budgétaire, dans un débat sur le budget des cultes où interviennent Naegelen, Meck et Oberkirch. Ils renvoient au statut international du concordat. Naegelen et Tixier ont renvoyé la question de l'unification au futur débat constitutionnel. Elles sont à nouveau posées dans un débat sur l'Éducation nationale et le statut scolaire local, où le ministre de l'éducation nationale renvoie à une étude à faire sur place en Alsace¹²⁵. En janvier, le nouvel évêque de Strasbourg, M^{gr} Weber remet à Fonlupt-Esperaber une lettre pour Francisque Gay, où il propose :

Une commission siégeant à Strasbourg et où tous les intérêts seraient représentés, examinerait contradictoirement les quelques points en litige, et j'ose espérer que nous arriverions à un statut viable et acceptable pour tous.

Le départ du général de Gaulle rend cette proposition caduque.

123. L'inéligibilité des préfets était édictée par un décret de 1852, et un décret du 29 janvier 1871. Le *Traité de droit politique, électoral et parlementaire* d'Eugène Pierre (5^e édition, 1924), estime sur la base du précédent de 1871, que les dispositions sur l'inéligibilité des préfets ne s'appliquent pas à ces fonctions exceptionnelles.

124. Assemblée nationale constituante. 11 décembre 1945, p. 903. Dans sa séance du 6 novembre 1945, le 7^e bureau a été saisi d'une communication du ministre de l'Intérieur contre l'élection de M. FE. Le bureau s'est réservé le cas de M. FE et a validé l'élection des autres députés du Haut-Rhin. ... Le ministre avait fait valoir que M. Fonlupt exerçait encore les fonctions de préfet, 6 mois avant la date des élections. Il appartenait donc à l'Assemblée de se prononcer sur son inéligibilité conformément à la loi du 30 novembre 1875, art. 12. ... Nous l'avons soumis à un examen approfondi, car nous avons appartenu au gouvernement provisoire d'Alger et savons comment les préfets et sous-préfets de la Libération ont été nommés. Dans la plupart des cas, ils ont été nommés à titre provisoire. C'est le cas aussi de M. Fonlupt-Esperaber, nommé préfet du Haut-Rhin à titre provisoire [...] dans des circonstances exceptionnelles. M. Fonlupt a été chargé dans la clandestinité en 1943, de l'administration du département du Haut-Rhin. À ce moment là, il avait été chargé aussi par le CGE d'un rapport sur la situation particulière de l'Alsace et de la Lorraine. Quand à Alger, on a avancé des propositions pour la préfecture du Haut-Rhin, M. Fonlupt a été désigné. Rappelons qu'en février 1945, une partie seulement du département du Haut-Rhin avait été libéré, et le reste était zone de guerre. Quelles que soient les divergences d'opinion, l'on ne peut soupçonner Fonlupt-Esperaber d'avoir pendant ces temps de guerre préparé sa campagne électorale. Il apparaît difficile, de faire à un élu du peuple le reproche d'avoir assumé pendant une période difficile, une charge difficile, quand cet élu a été un authentique résistant, qui a été durement atteint dans sa famille. Le bureau conclut donc à la validation des pouvoirs de M. Fonlupt-Esperaber.

125. *Revue des sciences religieuses* 79 n°4 (2005). IGERSEIM (François), « Statut confessionnel et statut scolaire en Alsace et Lorraine. Les débats de 1945-1946 ».

Le départ du général de Gaulle – le compromis du tripartisme

« La démission du général de Gaulle, le 20 janvier a d'abord provoqué la stupeur, elle provoque vite l'inquiétude » Voilà en quels termes, Georgette Elgey ouvre le chapitre consacré à la formation du gouvernement tripartite SFIO, PCF, MRP. Puis elle ajoute :

Conduite par Fonlupt-Esperaber, une délégation MRP est allé interroger M-E Naegelen (revenu en hâte de Strasbourg) sur l'attitude de la SFIO devant la laïcité de l'enseignement. Les républicains populaires souhaitent que les écoles libres bénéficient de subventions et que les établissements d'État soient pourvus d'aumôniers. Les socialistes ne veulent pas en entendre parler. Léon Blum trouve le compromis : le futur gouvernement socialiste s'engage à ne pas étendre les lois laïques à l'Alsace et à la Lorraine. En revanche, le MRP ne posera pas le problème pour le reste du pays ¹²⁶.

Et en effet la charte du tripartisme, signée le 22 janvier porte :

Maintien du régime scolaire « Les trois partis se déclarent d'accord pour maintenir, pendant la durée de ce gouvernement, le statut de 1939 relatif au régime scolaire, étant entendu que chacun d'eux se réserve de défendre ses propres conceptions en respectant les engagements pris en commun au sujet des controverses entre partis ¹²⁷.

C'était donc renvoyer la question au débat constitutionnel. Il va ressurgir sur l'article XIII de la Déclaration des Droits du premier projet de constitution. Nous l'avons retracé ailleurs. Retenons que tous les députés MRP alsaciens, ont voté pour l'article XIII de la Déclaration des Droits.

La liberté de conscience et des cultes est garantie par la neutralité de l'État à l'égard de toutes les croyances et de tous les cultes. Elle est garantie notamment par la séparation des églises et de l'État, ainsi que par la laïcité des pouvoirs et de l'enseignement public.

Le MRP a obtenu que le président de la Commission précise que cet article n'était pas d'application immédiate ; elle sera laissée à une loi à débattre ultérieurement, ce qui est rappelé à M^{gr} Weber qui a exprimé son inquiétude, par le commissaire de la République, Bollaert ¹²⁸.

Le MRP haut-rhinois : la défense du tripartisme et de l'Article XIII de la Déclaration

Au printemps 1946, la direction du MRP haut-rhinois, avec environ 2 500 adhérents, est assumée par les députés Fonlupt et Wasmer, et le

126. ELGEY (Georgette), *La République des Illusions*, 1965, p. 165.

127. *Le Monde*, 26/1/1946. « Le protocole d'accord des trois grands partis ».

128. *Revue des sciences religieuses* 79 n° 4 (2005), art. cit.

secrétariat départemental par le permanent Fahrer, la trésorerie par Balestreri¹²⁹. À Colmar, Hincky et Pfleger ont repris l'offensive contre ... les constituants MRP qui ont voté l'article XIII, ce qui suscite l'étonnement du *Républicain du Haut-Rhin*. Le député socialiste Jean Wagner y dénonce :

certaines gens qui font mine d'ignorer la portée de ce vote de principe, mécontents d'avoir été éliminés comme candidats aux élections. Ils cherchent maintenant à monter leur propre parti contre ses élus afin de les éliminer à la prochaine occasion¹³⁰.

Les députés MRP défendront leur position tout au long du printemps. L'article XIII ne préjuge nullement d'un « nouveau statut scolaire négocié au plan national ». Au congrès départemental MRP de Mulhouse du 30 mars, le vice-président de l'Assemblée nationale Henri Teitgen évoque avec lyrisme « une France nouvelle » qui devra également définir « un enseignement nouveau ». À Saint-Louis, Henri Teitgen évoque « la victoire du MRP » sur l'article XIII : il a obtenu le dépôt d'une loi spéciale sur l'enseignement. Ce que développe Fonlupt dans son exposé en alsacien. Tous deux plaident pour la poursuite du gouvernement tripartite de Felix Gouin « pour reconstruire la France ». Dans les meetings, à Altkirch, Kaysersberg, Ribeauvillé, Sainte-Marie-aux-Mines, les orateurs MRP en font autant. Apparemment, sur ce terrain, leurs arguments portent.

Le Non à la première constitution

Mais le 18 avril, à l'Assemblée nationale, le groupe MRP qui a été jusqu'au bout des concessions vote contre le projet de constitution. Elle est adoptée le 19 avril.

Adversaires de l'article XIII et adversaires de toute la Constitution se rejoignent pour appeler à voter non, ce qui est fait par 53 % de Non, le 5 mai 1946.

L'assemblée est dissoute, une législative aurait du lui succéder. Ce fut une seconde Constituante.

Pour la seconde Constituante : une orientation confirmée

Le Comité directeur du MRP du Haut-Rhin se réunit le 7 mai 1946 pour désigner les candidats à la Constituante. Au comité précédent déjà, Hincky et Pfleger avait voulu que l'on condamne les députés du Haut-Rhin, coupables d'avoir voté pour l'article XIII de la Déclaration des droits, alors que le député résistant Winter avait voté contre. Ils n'avaient pas été suivis.

129. AHR 1360 W 60. 18/01/46. RG au Préfet.

130. *Le Républicain du Haut-Rhin*, 23/3/1946.

Pfleger préconise l'établissement d'une liste composée de tous les partis opposés aux socialistes et aux communistes. Cette union devrait englober notamment les démocrates, les éléments de la Résistance, le MRP et le PRL. Il n'est pas suivi. Du coup Pfleger s'est désintéressé de la constitution de la liste du MRP, qui est sensiblement la même que lors des dernières élections. Mais il se réserve pour son compte personnel, et en réalité au nom de la fraction cléricale, les pourparlers avec les différents partis politiques en vue de la mise au point d'une liste unique qui s'opposerait au MRP.

Le MRP a donc arrêté sa liste, composée Fonlupt, Bas, Wasmer, Marie-Louise Weber – une cadre et syndicaliste CFTC mulhousienne –, Haedrich, conseiller général et Silbermann, négociant mulhousien.

Il n'y eut pas de liste de la Résistance. La droite libérale présente une liste « Cartel Republicain » avec le conseiller général Philippe Rieder et le PRL Zuber.

Inscrits	votants	exprimés	MRP	SFIO	PCF	Cartel
297689	228911	221999	122897	59912	22496	16704
	76,90 %	74,57 %	41,28 %	20,13 %	7,56 %	5,61 %
		100,00 %	55,36 %	26,99 %	10,13 %	7,52 %

Sont élus le 2 juin 1946, Fonlupt, Bas, Wasmer, Marie Louise Weber et les sortants socialistes Wagner et Richard. Weber est la première députée femme de l'histoire du suffrage universel en Alsace.

La Seconde Constituante

L'alinéa 13 du Préambule

Fonlupt-Espéraber va jouer un rôle plus important à la commission de la Constitution de la Seconde Constituante. Les débats commencent le 2 août sur la base d'un texte proposé par André Philip, le président et Paul Coste-Floret le rapporteur général. Le terme « préambule » a remplacé celui de « Déclaration des Droits ». Le 8 août, on en arrive au texte destiné à remplacer l'ancien article XIII. On se met d'accord pour considérer que « l'égal accès » garanti par la Nation, recouvre « la liberté de l'enseignement », reconnue comme une loi fondamentale de la République¹³¹, mais que Philip et la majorité ne veulent pas introduire telle

131. Et qui sera indirectement introduite dans le préambule par un amendement MRP déposé en séance plénière et combattu par Philip, par 274 voix contre 272.

quelle dans la constitution parce qu'elle pourrait entraîner une obligation constitutionnelle de rétablir les subventions à l'école libre accordées par Vichy. La seconde phrase suscite le débat. « L'organisation de l'enseignement public à tous les degrés est un devoir de l'État ». Philip demande que l'on y ajoute « laïcité ». Bastid (radical-Socialiste) propose « neutralité ». Fonlupt accepterait le mot « laïcité », mais se rallie à « neutralité », « afin d'éviter de rouvrir dans nos départements de l'Est, une campagne inopportune ». Coste-Floret propose « enseignement public, gratuit et laïc ». Puis le débat se noue entre Kriegel-Valrimont (PCF originaire de Strasbourg) et Fonlupt.

Kriegel – mes amis et moi, tenons essentiellement au mot « laïc ».

Fonlupt – ... Il faut éviter de susciter dans nos départements de l'Est une inquiétude qui déclencherait des incidents pénibles... Personnellement le mot "laïc" ne me choque pas, mais d'autres y verront des menaces, qui craindraient notamment que par voie oblique, on ne résolve défavorablement la question de l'enseignement dans nos départements. Et puis il ne faut pas que du point de vue international risquer que ces régions, celles de toute la France qui ont le plus souffert ne rejettent au prochain référendum le projet de constitution. Songez aux conséquences internationales que pourrait avoir un rejet de la Constitution par l'Alsace ;

Kriegel – Il est indispensable d'introduire en Alsace et en Lorraine toute la législation française, spécialement en matière d'enseignement si l'on veut que nos départements de l'Est soient rattachés définitivement à la France. ... l'argumentation de M. Fonlupt-Espéraber ne m'a pas convaincu car elle est contraire aux intérêts réels de la France en Alsace.

Le Président (André Philip) – Nous n'avons pas à résoudre ici le problème de l'introduction de la législation française en Alsace et en Lorraine.

Guérin (MRP) demande si l'enseignement supérieur sera également gratuit. Et la formule est arrêtée : « La Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction et à la culture. L'organisation de l'enseignement public gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir de l'État »¹³². L'alinéa est adopté par la commission à l'unanimité. On rajoutera ultérieurement les termes « formation professionnelle ».

Comme les y poussent Pflimlin et Henri Meck, les députés MRP, y compris ceux d'Alsace, se rallient à cette formulation¹³³, et votent donc le préambule.

132. AN C// 15309. Deuxième Assemblée nationale Constituante. Commission de la Constitution. Procès verbal des séances. 8 août 1946.

133. Au cours de la réunion du Comité diocésain d'action et de défense familiales du 18 août 1946, où ont été invités les députés MRP d'Alsace, à laquelle n'a pas participé Fonlupt (retenu à Paris). Fonlupt était cependant en relations avec l'abbé Elchinger chargé par M^{gr} Weber de suivre les questions politiques.

Le texte du projet de Constitution est adopté le 29 septembre par 440 voix contre 106. MRP, SFIO, PCF ont voté pour et appellent à voter Oui au référendum constitutionnel du 13 octobre. Il y a quinze jours de campagne électorale.

La campagne du Comité diocésain

Hincky avait appelé à la résistance dès le mois d'août, au nom de l'impossibilité d'accepter le nouvel alinéa 13 du préambule. Mais c'est le discours d'Épinal du 29 septembre et l'appel à voter Non du général de Gaulle qui va troubler l'électorat et le MRP dont la rupture avec le général de la Libération s'étale désormais au grand jour devant les électeurs.

Le MRP mobilise toutes ses troupes. Un grand meeting réunit le mardi 8 octobre à Colmar et à Mulhouse, Maurice Schumann et Pierre-Henri Teitgen, ministre de la justice qui y expliquent le Oui du MRP à une constitution qu'il juge pourtant perfectible et veut déjà réformer¹³⁴.

L'appel de M^{gr} Weber du 1^{er} octobre, à voter « selon sa conscience de façon à assurer la bonne administration du pays, le respect des droits, tant de l'individu, que de la famille et de l'Église » est en général interprété comme un prudent appel au Oui¹³⁵. Un communiqué du « Comité catholique d'Action et de défense familiales » du 8 octobre fait une longue analyse du préambule.

Certes, certains partis politiques n'ont pas caché leur intention de faire de la laïcité une arme contre le christianisme, mais elle peut aussi être comprise comme stricte neutralité. Le préambule confirme « les principes fondamentaux de la République » au nombre desquels la liberté de l'enseignement. Le texte ne comprend plus l'ancien article 13. Certes le nouveau texte commande à l'État de créer des écoles laïques, mais cela ne fait pas obstacle à l'existence – en même temps que d'écoles laïques –, d'écoles chrétiennes publiques ou privées. Et de conclure : la défense de nos droits est parfaitement garantie dans le cadre de la nouvelle constitution¹³⁶.

Visiblement des députés MRP avaient collaboré étroitement à la rédaction de ce communiqué¹³⁷.

134. *NRF* le 8 octobre 1946.

135. *NRF* *ibidem*.

136. *NRF* et *Tribune de Mulhouse* 11/10/1946. *Ami du Peuple* 13 octobre 1946 (version française) jour du scrutin. L'AP est vendu dans les églises. La version allemande a paru 8 jours auparavant.

137. *Nouvel Alsacien*, le 11/10/1946. Tribune de Pierre Pflimlin « Que nous offre la nouvelle constitution ? ».

Le MRP haut-rhinois entre Oui et Non

La *Tribune de Mulhouse* avait appelé à voter Oui, le *Nouveau Rhin Français* avait juxtaposé les appels à voter Oui et un éditorial où il déclarait refuser de condamner ceux qui voteraient Non. Fonlupt appelle à « Dire Oui » dans le *NRF* du 12 octobre, titre d'un article fort clair, expliquant pourquoi la constitution d'octobre n'avait rien à voir avec celle d'avril. Hincky avait fait tirer des tracts appelant à voter Non. Il revendiquera son action par une lettre à *L'Alsace* du 20/21 octobre :

j'ai fait ... la propagande pour le Non parce que le général de Gaulle reste le meilleur conseiller et le guide le plus sûr de la France renaissante. En plus je ne voulais pas voter pour une Constitution qui refuse à la famille française la garantie de sa stabilité et qui contient des textes dangereux pour les écoles chrétiennes¹³⁸.

Hausherr, le rédacteur en chef de *L'Alsace* relève : « Hincky fait campagne contre un parti dont il est l'un des dirigeants. »

Enfin, le 1^{er} octobre, paraissait l'édition clandestine d'un journal gaulliste *l'Est-Matin* qui appelait à voter Non¹³⁹.

Le référendum du 13 octobre : l'Alsace et le Haut-Rhin votent non à la IV^e République

Le 13 octobre, la France adopte la Constitution de la IV^e République. Elle sortait du provisoire ; elle « tournait la page ». Le Bas-Rhin disait Oui à une légère majorité d'exprimés, le Haut-Rhin Non. Et l'Alsace disait Non. Les craintes de Fonlupt s'étaient donc concrétisées. Et les conséquences de politique intérieure apparaissaient évidentes.

Référendum du 13 octobre 1946 en Alsace

	Oui	Non
Bas-Rhin	129977	115031
Haut-Rhin	68782	102050
Alsace	198759	217081

138. *L'Alsace* le 20/21 octobre 1946.

139. L'avocat Kuehn avait demandé en vain une autorisation pour *l'Est-Matin*, et ne l'avait pas obtenue. C'est sans autorisation qu'est diffusé *l'Est-Matin*, en octobre puis à nouveau pour les législatives en novembre. Plainte est déposée auprès du procureur de la République, mais les poursuites abandonnées quelques mois après. *L'Est-Matin* régulier paraît à partir de 1947.

L'Alsace relève le chiffre élevé des abstentionnistes (41 %) et note :

un peu partout, les électeurs du MRP tiraillés entre leur attachement au général de Gaulle et les consignes officielles de leurs dirigeants, se sont abstenus en masse. Le prestige du général est resté intact dans notre département ¹⁴⁰.

Le *Républicain* de Mulhouse démentait que le vote socialiste ait été très affecté par l'appel du général et attribuait la défection des électeurs républicains populaires à la passivité de l'Église catholique ou même à son hostilité, témoin l'attitude du *Nouveau Rhin Français*.

Ce dernier estimait ¹⁴¹ :

Les « Non » de l'Alsace doivent être attribuées à l'attachement au général de Gaulle et au mécontentement général. Ni les mots d'ordre du MRP ni ceux de la SFIO n'ont été suivis complètement. Dans les deux départements, des motivations d'ordre religieux ont dû jouer qui ont empêché de voter pour un Oui, qui aurait pu être interprété comme une acceptation inconditionnelle des effets de certaines dispositions de la Constitution. Et les gouvernants feraient une lourde faute s'ils ne tenaient pas compte des chiffres élevés des Non et des abstentions tout particulièrement dans notre région.

Le référendum du 13 octobre 1946 dans le Haut-Rhin par arrondissements

	inscrits	votants	exprimés	Oui	Non
Colmar	58586	33842	31862	12176	19626
Ribeauvillé	29999	17773	17153	5520	11632
Guebwiller	33752	19344	18542	8071	15471
Mulhouse	115849	67859	64722	33409	31273
Thann	38773	22138	20846	3693	13143
Altkirch	29697	17362	16316	5913	10905
	306656	178318	169441	68782	102050
				40,59%	60,23%

Les élections législatives de novembre 1946 : les députés MRP à l'Assemblée nationale

L'appel de M^{gr} Weber a-t-il provoqué le resserrement des rangs du MRP et lui avait-il évité la scission tant de fois annoncée, entre l'aile « cléricale »

140. *L'Alsace* 14/10/1946.

141. *NRF* le 13/10/1946.

et l'aile « orthodoxe » ?¹⁴² Toujours est-il qu'au comité directeur du 19 octobre à Mulhouse, l'aile « orthodoxe » de Fonlupt reste majoritaire. Pflieger a renoncé à l'opposition et est investi pour les élections au Conseil de la République de la fin novembre. La liste des sortants est reconduite : Fonlupt, Bas, Wasmer, Weber, Haedrich, Silbermann.

Une liste Rassemblement gaulliste démocratique et républicaine apparaît également le 15 octobre¹⁴³. L'avocat colmarien René Kuehn qui la met sur pieds est soutenu par les dirigeants d'association de résistance (Kalb, Borocco), les radicaux de Colmar et Wallach, qui entre au bureau de l'Union Gaulliste et finance les quelques numéros d'*Est Matin* qui paraîtront pendant la campagne référendaire et législative. Les socialistes n'ignorent pas que les radicaux de la liste RGDR vont leur coûter des voix à Colmar¹⁴⁴. Le MRP sait que le « gaullisme » de la liste raillée par Fonlupt va également leur enlever des suffrages. Au MRP d'Alsace, l'heure est au « Front commun chrétien ». L'expression est employée dans les congrès des Fédérations départementales, particulièrement dans le Bas-Rhin où l'on met en relief le caractère interconfessionnel des listes de candidats¹⁴⁵. Et si le catholique *Ami du Peuple* appelle à voter pour les listes MRP le 10 novembre 1946 (Fonlupt dans le Haut-Rhin et Meck dans le Bas-Rhin), il le fait pour défendre :

L'école chrétienne, que la Constitution et son article 13 ne menacent plus, mais qu'il faut continuer de défendre en votant MRP. Car l'unification qui va à l'encontre des droits des parents et des enfants chrétiens est rejetée. L'école laïque ... ce serait fouler aux pieds les convictions religieuses de la majorité de nos familles composées de catholiques et de protestants.

Haut-Rhin, élections législatives du 10 novembre 1946 par arrondissements

	Inscrits	Votants	Exprimés	Communistes	SFIO	MRP	« Gaullistes »
Guebwiller	33808	24803	23919	3136	4463	11750	4568
Altkirch	29615	21802	21203	1230	2016	12142	5815
Thann	35725	26259	25290	3128	3822	12109	5976
Mulhouse	115308	80366	77081	9516	21077	30328	15386
Colmar	58574	41851	42049	4272	11469	22726	9100
Ribeauvillé	30030	22096	21443	1262	3961	10435	5783
Haut-Rhin	303060	217177	210985	22544	46808	99490	41130
			100	10,6	22,18	47,15	22,38

142. AN. 5/11/1946. Rapport du Préfet sur la situation du département du Haut-Rhin en octobre 1946.

143. IGRSHEIM (François), « Le gaullisme dans le Haut-Rhin sous la IV^e République entre MRP et Modérés », AUDIGIER (François), SCHWINDT (Frédéric), *Gaullisme et Gaullistes dans la France de l'Est sous la IV^e République*, Rennes, 2009.

144. 7ADHR 1452 W 23. RG à Préfet 1/10/46.

145. *Nouvel Alsacien* le 20 et 21/10/1946, CR du congrès MRP du Bas-Rhin.

Le MRP conservait ses sièges (Fonlupt, Bas, Wasmer, Weber), la SFIO perdait celui de Colmar (Wagner adjoint de Mulhouse, seul élu), et l'Union Gaulliste (René Kuehn) remportait un siège. Le RGDR reprenait au MRP 26 000 voix et à la SFIO 16 700. Le nombre de voix gaullistes dans les différents arrondissements témoignait des réserves possibles d'un parti qui allierait les résistants de droite (Kalb, Borocco, et les Mulhousiens) et les anciens de l'APNA (Hincky). La stratégie alternative pour le MRP envisagée par Fonlupt, avec une aile « Fédération Républicaine » et une aile de « Centre-Gauche » était encore en réserve.

Les élections législatives du 10 novembre sont marquées dans le Bas-Rhin par un léger recul MRP, qui perd un siège (avec 4 sièges), une incontestable poussée gaulliste (Clostermann, Kauffmann et Wolff) et le maintien des sièges de Naegelen (SFIO) et de Rosenblatt (PCF).

Le MRP au Conseil de la République

Le mode de scrutin du conseil de la République reposait sur l'élection au suffrage direct de délégués présentés par les partis, puis l'élection par ceux-ci de futurs « conseillers de la République ». Les partis doivent donc présenter un nombre important de délégués au suffrage des électeurs : 392 pour Mulhouse (par secteurs), 121 pour Thann, 114 pour Guebwiller, 190 pour Colmar, 102 pour Ribeauvillé. Seuls les grands partis bien implantés parviennent à mobiliser ces nombres, qui reflètent le plus souvent l'appartenance des conseils municipaux. Trop récente, le RGDR y renonça et appela au boycott. Le 25 novembre 1946, le MRP et la SFIO recueillent le MRP 702, la SFIO 176, le PCF 115, les Républicains indépendants 37 délégués. Les « restes » sont attribués à des candidats sur le plan national. Le 8 décembre, à Colmar, les « grands électeurs » accordent leur suffrages aux MRP Amiot maire d'Altkirch président du Conseil général, et Pfleger, l'ancien sénateur, qui retourne au Luxembourg, 18 ans après y être entré pour la première fois (en 1928) mais dans des conditions bien différentes. Dans le Bas-Rhin également, le MRP avait désigné Oberkirch¹⁴⁶ avec Wehrung, tête d'affiche de l'opération d'interconfessionnalisation du parti. La répartition des restes sur le plan national avait lieu le 8 décembre et permet à Edouard Richard, maire de Colmar, et dans le Bas-Rhin à Westphal (Union Gaulliste) de rejoindre les rangs des conseillers de la République.

146. Pour quelques semaines, puisqu'il décède le 14 janvier 1947.

Conclusion

Ces victoires tardives masquent mal le tournant qui avait eu lieu. Ainsi s'achevait la période de reconstruction politique en Alsace, avec la désignation de ses députés pour les 5 années de la Législative à venir. L'objectif des « unificateurs » avait été en partie atteint. En Alsace, un nouveau parti français, le MRP, avait réussi à s'assurer avec ses Fédérations départementales la majorité des électrices et électeurs alsaciens. Mais un débat profond s'était déroulé dans les rangs du MRP. Dans le Bas-Rhin, Henri Meck, bien plus subtil qu'il n'y paraît, pouvait proclamer la pérennité de l'unité et de l'influence du « peuple chrétien d'Alsace ». Dans le Haut-Rhin, le MRP « national » avait réussi à assurer la relève d'une UPR totalement discréditée par la collaboration. Il avait confié cette relève à un groupe d'hommes, sous la direction de Fonlupt-Espéraber, décidés à s'inscrire dans la suite de leur résistance, dans le vent de la rénovation de la démocratie chrétienne française, désireux de détacher l'Alsace catholique du cléricalisme de l'avant guerre. Y était-il parvenu ? Bien engagé dans la résistance nationale, ouvert aux courants de la gauche démocrate chrétienne, Fonlupt avait bien dégagé les points de convergence possible des orientations des socialistes et des républicains populaires : statut scolaire fondé sur le régime de l'aumônerie à tous les degrés, renégociation d'un concordat. La première étape celle de la Constitution avait été franchie. Tous les députés d'Alsace avaient voté l'article XIII de la première déclaration des droits, décidés cependant à défendre le « statut particulier » sur le plan législatif et parlementaire. Ils avaient voté l'alinéa 13 du Préambule de la Constitution de la IV^e République (devenu Déclaration des Droits de la V^e République) dont l'interprétation qu'ils avaient défendue (et que le RPF fera sienne) consacrait la pérennité provisoire du « statut » à défendre sur le plan parlementaire. Et par le suffrage universel. Mais c'est le double Non de l'Alsace, celui du 5 mai et celui du 11 octobre, qui impose – provisoirement ? – l'abandon de ce champ miné de l'unification. Voilà qui contraste avec celui, mal étudié encore, qui conduit à « l'unification » de la Sécurité sociale le 6 octobre 1945, avec son article 84 : « Les dispositions de la présente ordonnance sont applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. ... Un décret... détermine les dispositions du régime local qui restent provisoirement en vigueur et les modalités suivant lesquelles s'effectuera le passage du régime local au régime général ». Ce qui est fait avec le décret du 12 juin 1946, dont la disposition principale instaure ce qu'on appellera « le régime local ».

En novembre 1946, au lendemain du référendum du 11 octobre le préfet du Bas-Rhin, Cornut-Gentille dressait ce portrait de l'Alsace qui

entrait dans la IV^e République en ayant dit « Oui et Non » comme avait écrit Marcel Jacob.

Bien que toutes les tendances politiques locales soient maintenant rattachés aux grands partis nationaux, l'opinion est dans le fond peu ouverte aux discussions politiques ... et très attachée à la liberté et recherchant une autorité ferme et ordonnée.

La liquidation d'une tragédie telle que l'annexion allemande a posé sur place dans les esprits et dans les cœurs des problèmes d'une complexité effrayante : épuration, opposition entre expulsés et restés sur place, recherche des mobilisés de la Wehrmacht, destructions, spoliations... toutes questions qui ne pouvant recevoir de solution intégrale, nette et rapide, ont énervé, irrité et divisent encore un peuple déjà marqué par l'esprit de contradiction et atteint de la maladie de la persécution, rançon des vicissitudes subies. Cette population, au caractère rendu difficile par les odyssées, témoigne par surcroît d'un complexe interne qui la ronge. Elle est profondément désireuse de faire corps avec la nation, mais dans le même temps, elle n'ose pas rompre avec des habitudes, des traditions, une législation, dont le maintien intégral lui est présenté par certains, non seulement comme la sauvegarde de sa personnalité, mais encore comme une marque de supériorité. Troublé, perplexe, incertain, le subconscient alsacien balance douloureusement entre le désir sincère de se débarrasser du complexe d'infériorité que lui causent dialecte et Concordat, et la crainte, non moins sincère, qu'un renoncement à ces deux remparts du particularisme ne le laisse sans défense contre une violation possible de ses goûts et de ses us...¹⁴⁷

147. AN F¹^{cliii} 1224. 1/11/1946. Rapport du Préfet du Bas-Rhin au Ministre de l'Intérieur sur le mois d'octobre 1946.

Résumé

Pour l'unité et le renouveau : le MRP du Haut-Rhin (1945-1946)

Les Commissaires de la République et Préfets des départements libérés ont à rétablir les principes républicains et un régime démocratique fondé sur le multipartisme et des élections libres, en tenant compte de l'épuration indispensable de ceux qui avaient collaboré avec l'ennemi nazi. L'avocat strasbourgeois résistant Fonlupt-Esperaber, établi pendant la guerre à Pau, est nommé préfet à Colmar. Sa tâche est difficile car il a à rétablir une vie politique normale dans un département dominé pendant la guerre par la puissante personnalité de l'UPR Joseph Rossé, alors en prison en attente d'un procès. Fonlupt-Esperaber, membre fondateur du MRP, s'emploie à créer une nouvelle Fédération MRP du Haut-Rhin, formé d'hommes nouveaux issus de la résistance et de cadres anciens, attaché aux principes travaillistes du MRP national, bien différents de ceux du MRP bas-rhinois, pour qui la restauration de l'ancienne UPR et du statut local est prioritaire. Fonlupt est élu député du Haut-Rhin et membre des deux commissions de la constitution de la IV^e République, et a cru qu'il pourrait y définir les bases d'un nouveau régime culturel et scolaire transitoire pour l'Alsace-Lorraine. Mais la logique des conflits de politique intérieure l'emporte et après le départ du général de Gaulle, le pacte du tripartisme entraîne la neutralisation du débat sur le statut particulier de l'Alsace-Lorraine et de ce fait, les orientations du puissant MRP du Bas-Rhin l'emportent alors que le gaullisme devient la force politique principale du Haut-Rhin et l'appui du régime local.

Zusammenfassung

Einheit und Erneuerung: Die MRP des Unteren Elsaß (1945-1946)

(vorab die Erläuterung einiger Abkürzungen.

- UPR: Abkürzung für Union populaire républicaine. = ehemalige, katholisch dominierte, elsässische Regionalpartei.
- MRP: Abkürzung für Mouvement républicain populaire. = eine der großen Parteien der Nachkriegszeit, stellte mehrere Premier Ministre)

Die Commissaires de la République und die Präfekten der befreiten Départements bekommen die Aufgabe, die Prinzipien der Republik und ein demokratisches System wiedereinzuführen. Grundlagen dieses Systems müssen sein: Mehrparteiensystem und freie Wahlen. Gleichzeitig muß die Gesellschaft von all denen gereinigt werden, die mit den Nazis

zusammengearbeitet haben. Präfekt von Colmar wird Fonlupt-Esperaber, ein Rechtsanwalt und Widerstandskämpfer aus Strasbourg, der während des Krieges in Pau verweilte. Seine Aufgabe ist schwierig, denn er muß ein normales politisches Leben wiedereinführen in einem Département, das während des Krieges von der starken Persönlichkeit von Joseph Rossé, dem führenden Kopf der UPR beherrscht war, der in diesen Tagen im Gefängnis auf seinen Prozeß wartete. Fonlupt-Esperaber ist Gründungsmitglied der MRP. Im Oberelsaß macht er sich daran, eine neue regionale Organisation der MRP aufzubauen. Die entscheidenden Mitglieder sollen unverbrauchte Männer aus dem Kreis der Widerstandskämpfer sein. Daneben soll auch auf Männer zurückgegriffen werden, die früher in der MRP Frankreich führende Positionen hatten und aufgeschlossen für die sozialen Belange des Volkes waren. Das waren aber Kräfte, deren politische Vorstellungen sich nicht mit denen des MRP des Unterelsaß vertrugen. Vorrang für diese hatten vielmehr die Wiederbelebung der früheren UPR und des besonderen Statuts des Elsaß. Fonlupt wird im Oberelsaß zum Abgeordneten der Nationalversammlung gewählt und wird Mitglied der zwei Parlamentsausschüsse, die die Verfassung der IV. Republik erarbeiten. Er war überzeugt, daß er dort die Grundlagen einer neuen Ordnung des kulturellen Lebens seiner Heimat und eine Übergangslösung für die Schulen des Elsaß festlegen könnte. Doch die Logik des Ablaufs der innenpolitischen Konflikte behält die Oberhand. Und nach dem Ausscheiden von de Gaulle führt der Drei-Parteien-Pakt dazu, daß die Erörterung eines Sonderstatuts für das Elsaß auf Eis gelegt wird. Die Folge dieser Entwicklung ist, im Unterelsaß setzt sich die einflußreiche MRP durch. Aber vorherrschende politische Kraft im Oberelsaß werden der Gaullismus und der Ruf nach einem regionalen Sondersystem.

Summary

Unity and Renovation: the Haut-Rhin MRP in 1945-1946

Commissaires de la République and Prefects in the liberated départements of occupied France had to restore the Republican principles and first of all a democratic system founded on multipartism and free elections, as much as possible, as the purge of collaborators and traitors was inevitable. The Strasbourg lawyer Fonlupt-Esperaber, who had spent the war years in Pau, was appointed to Colmar as Prefect. His task was difficult, as he had to restore a sane political life in a département dominated before the war by the christian party and the powerful personality of Joseph Rossé, then in prison and awaiting trial. Founding member of the new French MRP, Fonlupt-Esperaber managed to gather together new men

from the resistance and old party members to form a new MRP Federation in the Haut-Rhin, attached to the principles of the national MRP and very different from these of the restored UPR of Bas-Rhin, whose staunch principle was to stick to the old religious regime of Alsace-Lorraine and be as much as possible autonomous. Fonlupt was elected député of Haut-Rhin, member of the Constitution committees, and thought he might be able to devise a new and transitory regime for Alsace-Lorraine and why not for France. But the logics of inner politics prevailed and after the departure of General de Gaulle, the triparty system shelved all discussions on Alsace-Lorraine and so the politics of the powerful MRP in Bas-Rhin prevailed, while the Gaullist party soon became the leading party in the Haut-Rhin and a staunch supporter of the local statutes.